



Genre et alphabétisation : comment renforcer les capacités de recherche en Afrique



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



UNESCO Institute
for Lifelong Learning
Institut de l'unesco
pour l'apprentissage
tout au long de la vie

Genre et alphabétisation : comment renforcer les capacités de recherche en Afrique



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



UNESCO Institute
for Lifelong Learning
Institut de l'unesco
pour l'apprentissage
tout au long de la vie

Publié en 2011

© Institut de l'UNESCO pour
l'apprentissage tout au long de la vie (UIL)
Feldbrunnenstraße 58
20148 Hambourg
Allemagne

Auteurs

Carolyn Medel-Añonuevo
Madina Bolly

ISBN 978-92-820-2102-6

Révision linguistique

Cendrine Sebastiani

Graphisme

Christiane Marwecki

Crédit photos

African Network Campaign on Education
for All (ANCEFA) ;
Centre international pour l'éducation des
filles et des femmes en Afrique (CIEFFA) ;
dvv international ;
Ministère des Enseignements primaire,
secondaire et de l'Alphabétisation, Togo ;
Oeuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO) ;
Organisation des Nations Unies pour l'édu-
cation, la science et la culture (UNESCO) ;
Pamoja Afrique de l'Ouest.

Avec le soutien de l'Association pour le
développement de l'éducation en Afrique
(ADEA)

Remerciements

Nous adressons nos vifs remerciements
en particulier au Dr. Hassana ALIDOU,
cheffe de la Division de l'éducation de
base au supérieur et de l'apprentissage,
UNESCO BRED (Bureau régional pour
l'éducation en Afrique), pour son appui
technique, ainsi qu'au Dr. Koumba BOLY/
BARRY, Coordinatrice du GTENF (Groupe
de travail sur l'éducation non formelle) de
l'ADEA. Nous remercions également les
participants/tes à la formation du Burkina
Faso, de la Guinée, du Mali, du Niger et du
Sénégal et exprimons notre gratitude à
Haoua ABOUBACAR née Hima, Directrice du
CFCA au Niger et à Bancé Aminata Elisabeth
OUÉDRAOGO, Coordinatrice du CIEFFA au
Burkina Faso, qui ont été sollicitées en tant
que pairs évaluatrices.

Le choix et la présentation des faits ainsi
que les opinions exprimées dans cette
publication n'engagent que leurs auteurs
et ne coïncident pas nécessairement avec
les positions officielles de l'UNESCO ou
de l'UIL. Les appellations employées dans
cette publication et la présentation des
données qui y figurent n'impliquent de
la part de l'UNESCO ou de l'UIL aucune
prise de position quant au statut juridique
des pays, territoires, villes ou zones, ou de
leurs autorités, ni quant au tracé de leurs
frontières ou limites.



Table des matières

Préface	5
Introduction	7
Partie I : Atelier de renforcement des capacités en genre et alphabétisation	11
Objectifs de l'atelier	11
Participants/tes	11
Méthodologie de l'atelier	12
Évaluation des besoins	12
Résultats escomptés	12
Module I : clarification des concepts « genre » et « alphabétisation »	13
Séquence 1 : contexte du genre	13
Séquence 2 : genre et sexe	15
Séquence 3 : principes et objectifs de l'approche Genre et développement	16
Séquence 4 : les variables socio-économiques ayant un impact sur l'alphabétisation	21
Module II : perspectives de recherche et méthodologie	24
Séquence 1 : expérience de recherche dans le domaine de l'éducation	24
Séquence 2 : questions de recherche prioritaires relatives à l'alphabétisation et à la conceptualisation des propositions de recherche	25

Module III : propositions pour une mise en œuvre effective de la recherche-action	30
Évaluation de l'atelier par les participants/tes	30
Conclusion	31
Partie II : analyse du degré d'appropriation du genre et de l'alphabétisation par le biais de la recherche-action	33
Examen préliminaire du degré d'appropriation en genre et alphabétisation	33
Analyse de la recherche-action en genre et alphabétisation	35
Burkina Faso : pertinence sociale de deux programmes d'alphabétisation dans une perspective genre	35
Guinée : problématique de l'alphabétisation dans une perspective d'équité entre les genres et la réduction de la pauvreté	37
Mali : prise en compte du genre et de la lutte contre la pauvreté dans les programmes d'alphabétisation	39
Niger : la place du genre dans les politiques et programmes d'alphabétisation et de lutte contre la pauvreté	40
Sénégal : comment améliorer les programmes d'alphabétisation dans une perspective de genre pour la lutte contre la pauvreté ?	42
Conclusion	44
Partie III : conclusion générale et suivi	47
Annexe 1 : termes de référence de l'atelier de formation	51
Annexe 2 : programme de l'atelier – 12-15 septembre, Bamako, Mali	55
Annexe 3 : liste des équipes des pays	58
Références bibliographiques	61

Préface

Le renforcement des capacités de recherche en alphabétisation et genre s'inscrit dans la série « l'Alphabétisation ça compte » initiée par l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie (UIL).

L'alphabétisation étant un droit fondamental pour tous et toutes, comment alors expliquer que 62 % des femmes en Afrique se voient refuser le droit à l'alphabétisme ? Comment infléchir les tendances actuelles afin que près de 800 millions d'adultes parmi lesquels une forte proportion de femmes ne soient pas analphabètes en 2015 ?

Depuis la ratification de cadres internationaux et régionaux tels que la Déclaration et le Programme d'action de Beijing, les objectifs de l'Education pour tous, les objectifs du Millénaire pour le développement, la Déclaration solennelle sur l'égalité des sexes en Afrique, le Protocole à la Charte africaine des droits des femmes en Afrique, etc., l'on s'accorde sur le fait que l'égalité entre les genres est l'objet d'une meilleure prise de conscience. Des améliorations notables dans la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des

femmes sont effectivement perceptibles dans des domaines tels que la santé, l'éducation, etc. La priorité accordée au VIH/SIDA dans certains programmes novateurs comme REFLECT permet des changements d'attitudes effectifs vis à vis de ce fléau : les femmes et les hommes acquièrent des compétences qui leur permettent de s'informer, de prendre des mesures pour se protéger, d'effectuer des tests afin d'être informé(e)s sur leur état de santé ; les femmes exigent de leurs partenaires des rapports sexuels protégés, etc. En Ouganda par exemple, cette initiative a contribué entre autre à réduire le nombre de contaminé(e)s de 35 % en 1980 à 6,6 % en 2003. Par ailleurs, la valorisation des acquis en alphabétisation ouvre progressivement les voies à des changements de rôles. Les femmes alphabétisées accèdent de plus en plus au pouvoir de négociation et acquièrent un certain respect par exemple au sein de leur famille, de la communauté, etc.

À l'évidence, il y a une volonté des parties prenantes de respecter les engagements internationaux sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes mais il n'en demeure pas moins que les efforts restent insuffisants au regard de

l'ampleur du défi. L'UNESCO a rappelé l'urgence de l'enjeu en faisant porter le thème de la Journée internationale de l'alphabétisation 2010 sur l'autonomisation des femmes. L'UIL se penche à son tour sur cette problématique à travers le renforcement des capacités de recherche en alphabétisation et en genre. Le choix de ce thème est le fruit d'un consensus établi lors de la Biennale 2003 de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) qui a regroupé différents partenaires clés de l'éducation tels que les gouvernements, les organisations de la société civile, les agences bilatérales et multilatérales. Le rôle crucial du développement des capacités en recherche dans ces thématiques a été mis en exergue au regard de l'absence de systématisation observée dans les politiques et programmes d'éducation.

Nous avons adopté une double approche méthodologique pour réaliser les objectifs de la formation dans des pays comme le Burkina Faso, la Guinée, le Mali, le Niger et le Sénégal, affichant tous des taux d'alphabétisation très faibles, en particulier parmi la population féminine. Il était dans un premier temps fondamental d'évaluer, de développer ou renforcer le socle de connaissances sur ces thèmes et ensuite de consolider ces acquis par l'initiation à une recherche-action. La stratégie centrale qui a généré la formation s'appuyait sur un souci permanent de développer une dynamique d'apprentissage. Cette démarche est d'autant plus importante que les entités de la formation,

composées des responsables principaux des politiques d'éducation et des agents de développement, sont appelées à travailler ensemble. Par conséquent, et partant d'une analyse critique du degré d'appropriation du genre dans les politiques et programmes d'alphabétisation, cette publication propose des recommandations pour l'amélioration des capacités de recherche. Trois éléments principaux méritent une attention particulière pour amener des changements réels : 1) revisiter les politiques et programmes d'alphabétisation dans une perspective genre ; 2) développer une stratégie afin de créer une masse critique d'acteurs/actrices compétent(e)s dans le domaine du genre et de l'alphabétisation et investir davantage dans les recherches dans ces domaines ; 3) initier des dynamiques d'apprentissage afin de produire des résultats tangibles. L'apport de l'UIL et du Groupe de travail pour l'éducation non formelle (GTENF) de l'ADEA dans ce contexte consistera à élaborer un cadre d'orientation en alphabétisation et en genre et à soutenir les États membres et les partenaires pour renforcer leurs capacités et améliorer leurs interventions, ainsi qu'accroître davantage la qualité des acquis.

Adama Ouane
Directeur UIL

Introduction

L'alphabétisation est une base essentielle de la qualité de l'éducation et de l'apprentissage tout au long de la vie. Elle est la condition *sine qua non* de l'autonomisation, de l'intégration réussie dans la société et de la réalisation équitable des droits humains. Et pourtant l'Afrique est l'une des régions les plus touchées par l'analphabétisme. Selon le rapport mondial de suivi sur l'EPT – Education pour tous – (UNESCO, 2010), 153 millions de personnes dont 60 % de femmes ne disposent pas des compétences minimales en alphabétisation. Les pays de l'Afrique de l'Ouest, principalement le Burkina Faso, la Guinée, le Mali, le Niger et le Sénégal sont classés parmi les sept pays affichant les plus faibles taux d'alphabétisation (bien en deçà des 50 %) et une très forte population féminine analphabète. **Ceci est révélateur de l'ampleur du défi à relever dans cette partie de l'Afrique (ANCEFA et al., 2009) et de l'extrême situation de pauvreté à laquelle ces pays doivent faire face.** Certes, des progrès considérables ont été accomplis depuis le Forum mondial de l'éducation (2000) et la première Conférence mondiale sur les femmes (1975), mais nous devons redoubler d'efforts si nous voulons atteindre les objectifs

et respecter les engagements internationaux fixés pour 2015.

La table ronde intitulée « de la parité à l'égalité hommes-femmes : défis de la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation », organisée lors de la Biennale de l'ADEA en 2003, a permis de constater qu'il n'existait pas de systématisation dans la prise en compte du genre dans les plans, politiques et programmes d'alphabétisation. L'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie (UIL) et le Groupe de travail sur l'éducation non formelle (GTENF) de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) ont donc pris l'initiative de développer les capacités de recherche en genre et alphabétisation dans certains pays de l'Afrique de l'Ouest, à savoir le Burkina Faso, la Guinée, le Mali, le Niger et le Sénégal. Cette démarche devrait profiter au personnel des ministères de l'Éducation, aux Organisations de la société civile (OSC) et aux réseaux de chercheurs.

La formation sur le genre et l'alphabétisation s'est déroulée en deux étapes. La première phase a consisté à se familiariser avec les concepts et les outils de

travail sur le genre tout en veillant à son lien avec l’alphabétisation. À partir du socle de connaissances acquis, une dynamique d’apprentissage a été ensuite initiée à travers le développement et la mise en oeuvre de projets de recherche par pays. L’analyse des résultats de cette recherche-action a permis de dégager des recommandations sur les besoins réels récurrents en matière de renforcement des capacités en alphabétisation et genre.

Le présent document est structuré en trois grandes parties. La première partie est consacrée à la formation en atelier qui met l’accent sur l’approche théorique de la problématique retenue, à savoir le genre et l’alphabétisation. La deuxième partie porte sur l’analyse des résultats de la recherche conduite dans les pays respectifs, ce qui dans la troisième partie, permet de jeter les bases d’une réflexion sur le développement des capacités en genre et alphabétisation dans la région Afrique.



* Respect
nécessaire à
tout projet

Restaurations

* Respect
nécessaire

Commentaires

* S'assurer
et du projet

* Prévoir de
l'attente...

Ambiance
Commentaires

T	S	PS
1	2	2
3	20	
1	30	
2	20	

Commentaires
500
500
200
500



Méthodologie
Commentaires

avec
des individus et de

Pour
les
Pour la



Partie I

Atelier de renforcement des capacités en genre et alphabétisation

Une formation sur l'intégration de la perspective de l'égalité des genres dans les politiques, plans et pratiques en matière d'alphabétisation : renforcement des capacités en Afrique de l'Ouest, a été organisée du 12 au 15 septembre 2005, à Bamako, au Mali par l'UIL et le GTENF de l'ADEA. L'atelier, qui a vu la collaboration du Bureau multipays de l'UNESCO à Bamako et du Réseau ouest et centre africain de recherche en éducation (ROCARE), avait pour but de développer les capacités en genre et alphabétisation des responsables principaux des ministères de l'éducation, des OSC et des réseaux de chercheurs du Burkina Faso, de la Guinée, du Mali, du Niger et du Sénégal. La consolidation des acquis a été initiée à travers l'élaboration et la mise en oeuvre d'une recherche-action conduite par les pays.

Objectifs de l'atelier

Les objectifs de la formation sur le genre et l'alphabétisation étaient les suivants (cf. le programme de l'atelier, annexe 2) :

- renforcer les capacités des participants/tes en reliant le genre, l'alphabétisation et les autres variables socio-économiques ;

- intégrer la perspective du genre dans l'étude des politiques, plans et pratiques en matière d'alphabétisation ;
- développer un cadre d'orientation pour une meilleure prise en compte du genre dans les politiques, plans et pratiques en matière d'alphabétisation.

Participants/tes

Les participant/tes, au nombre de 31 – 15 femmes et 16 hommes – (cf. la liste des participants/tes, annexe 3), étaient des responsables, des coordinateurs et des chercheurs en provenance des ministères chargés de l'éducation, des OSC et des universités du Burkina Faso, de la Guinée, du Mali, du Niger et du Sénégal. En tant qu'agents de développement et responsables principaux de la politique d'éducation, ces parties prenantes ont toutes pour devoir d'encourager la promotion de l'égalité des sexes et d'agir comme catalyseurs afin que le genre soit intégré dans les politiques et programmes d'alphabétisation. Ils/elles doivent par conséquent apprendre à travailler en synergie pour atteindre les objectifs nationaux en matière d'éducation. Il a donc paru judicieux et stratégique de réunir ces

groupes d'acteurs/trices pour renforcer leurs compétences. Cette démarche a favorisé des échanges fructueux inter-pays et intra-pays.

La répartition des participants/tes par pays s'est présentée comme suit :

Burkina Faso : deux femmes et trois hommes

Guinée : deux femmes et trois hommes

Mali : six femmes et trois hommes

Niger : deux femmes et quatre hommes

Sénégal : trois femmes et trois hommes

Compte tenu de ce profil, on peut dire que le genre a été retenu comme un critère fondamental pour la constitution des groupes des pays participants.

Évaluation des besoins

Le programme a été élaboré de façon collaborative en tenant compte des besoins en formation des participants/tes. Pour cela, un questionnaire a été envoyé aux participants/tes potentiel(le)s bien avant la tenue de la formation afin d'identifier les besoins réels en matière de genre et alphabétisation. L'évaluation de ce questionnaire a servi de base pour aussi bien élaborer le programme de formation provisoire que dégager la méthodologie à adopter au cours de la formation.

Méthodologie de l'atelier

L'approche participative et interactive a été retenue comme démarche méthodologique. Elle a consisté à développer des jeux de rôles, à partager des expériences, lors des travaux de groupe et des séances plénières. La méthodologie ainsi adoptée a permis de recadrer chaque séance en fonction du niveau des participants/tes et des attentes exprimées. Elle a aussi favorisé une implication active des participants/tes à l'animation de la formation dont les résultats peuvent être évalués en termes de savoir-être (changement d'attitudes escomptées), savoir (connaissance), savoir-faire (compétences professionnelles) et faire-faire (compétences institutionnelles). Ces aptitudes sont importantes, car elles permettent une intégration effective du genre comme modèle de vie sociale et professionnelle.

Résultats escomptés

- 31 personnes sont formées à l'intégration du genre dans les plans et programmes d'alphabétisation ;
- les concepts clés, approches sur l'intégration des femmes au développement (IFD) et le genre et le développement (GED) sont assimilés et/ou leur compréhension renforcée ;
- la capacité d'insérer la perspective de genre dans les politiques, plans et programmes d'alphabétisation est acquise ;
- les outils, les approches et méthodologies sur le genre et l'alphabétisation sont compris ;

- les expériences par pays sur cette thématique sont partagées ;
- les propositions de recherche par pays sont développées.

Module I : clarification des concepts « genre » et « alphabétisation »

Il était attendu au terme de cette session que les participants/tes comprennent :

- la différence entre genre et sexe ;
- les différentes approches du développement sur les femmes et le genre ;
- le contexte politique des programmes et plans d'alphabétisation des pays respectifs.

Séquence 1 : contexte du genre

La formation a débuté sous forme de jeu de rôles. À travers cet exercice, les participants/tes ont été invité(e)s à porter un regard critique sur la situation du genre dans différents contextes. Trois couleurs de cartes correspondant à divers mondes ont été développées. Le choix des cartes reflétait le monde dans lequel le participant ou la participante souhaiterait vivre :

- la carte jaune correspond au monde dominé par les femmes ;
- la carte rouge représente le monde dominé par les hommes ; et
- la carte verte se rapporte au monde dans lequel les hommes et les femmes souhaitent vivre.

Résultats des groupes de travail :

1er groupe – carte jaune

La non satisfaction du fonctionnement du monde actuel ;

le pouvoir de la femme d'influencer les pratiques et les attitudes de l'époux et des enfants ;

la possibilité d'émergence des femmes pour un réel équilibre au niveau des responsabilités ;

la capacité des femmes d'agir dans tous les domaines de la vie sociale, économique, politique et culturelle.

2e groupe – carte rouge

À l'aide d'un schéma représentant un cercle à l'intérieur duquel un homme se trouve au-dessus de deux femmes, le groupe a porté sa réflexion sur le monde dans lequel ils/elles vivent. Ce monde correspond à leur réalité. Il est en harmonie avec la culture africaine. Dans la société africaine tout est décidé par les hommes. Cette situation doit cependant être améliorée, mais à long terme et sans révolution.

3e groupe – carte verte

Rejet du pouvoir basé sur la dominance du sexe ;

l'exercice du pouvoir est nécessaire, mais ne doit pas dépendre du sexe ;

un monde dans lequel la complémentarité domine. Le leadership doit être fondé sur le sens de la communauté et non sur le sexe.

Au terme des discussions, les participants/tes ont constaté que l'équité des genres s'applique de manière inégale dans la société. Ils/elles ont par conséquent souhaité une amélioration de la situation dans le sens de l'équité du genre - c'est-à-dire un traitement équivalent en termes de droits, d'avantages, d'obligation et de possibilités entre les hommes et les femmes.

En résumé, les participants/tes ont rejeté l'idée d'un monde régi par un pouvoir fondé sur le sexe. Ils/elles ont prôné un monde dans lequel :

- la prise de décisions est participative et la gestion de la vie communautaire n'exclut aucun des sexes ;
- la complémentarité domine ;
- le leadership n'est pas fondé sur le sexe.

Les participants/tes ont souligné aussi un point important à savoir que l'approche genre ne devrait pas privilégier les femmes au détriment des hommes.

Séquence 2 : genre et sexe

Une brève présentation des concepts a été faite en séance plénière, suivie des travaux de groupe au cours desquels, les participant/tes ont échangé sur leurs perceptions du genre. Il ressort des présentations des visions très riches et diversifiées (cf. Résultats des travaux de groupe ci-dessous).

Définition des concepts « genre » et « sexe » : l'amalgame est souvent fait entre « genre » et « sexe ». Le genre est un construit social, le sexe par contre se réfère aux différences biologiques entre l'homme et la femme. En effet, les caractéristiques dites féminines ou masculines varient amplement entre les cultures et époques historiques. C'est un ensemble d'éléments qui inclut les formes et modèles de relations sociales, et les pratiques associées à la vie sociale quotidienne, les symboles, les coutumes, et les croyances. Ces représentations permettent de différencier et de rapprocher les particularités des femmes et des hommes au détriment des éléments communs aux deux sexes et des variations individuelles (Madore *et al.*, 1999).

Résultats des travaux de groupe et mise en application du concept « genre » par les participants/tes :

- le genre est un concept lié à l'**appartenance d'un groupe de personnes à un même sexe, ou à une même condition sociale, économique ou culturelle** ; il est également lié à l'existence ou à l'absence de privilèges, de pouvoir, entraînant l'inégalité, la discrimination et l'absence de justice, ce qui a pour effet la non intégration d'un ou de plusieurs groupes de personnes dans le processus de développement d'une société donnée ;
- le genre est une analyse sociale basée sur les rapports inégaux entre les individus au sein de la société (entre homme et femme, au sein de la famille, de la communauté et institutions) ;
- le genre est une **approche** permettant de prendre en compte les préoccupations des hommes, des femmes et des groupes vulnérables (enfants, jeunes, handicapé(e)s) dans un contexte social, culturel, économique et politique donné et ceci dans un esprit d'équité et de complémentarité ;
- l'approche genre est **un mode d'analyse des rapports sociaux** qui dépasse la dichotomie du sexe et prend en compte les autres relations sociales : position économique, âge, caste, etc. Cette approche prône la complémentarité entre hommes et femmes dans le partage et l'exercice des rôles dans la société.



Séquence 3 : principes et objectifs de l'approche Genre et développement

L'approche « Genre et Développement » est analysée en opposition à l'approche « Intégration des femmes au développement » dont le champ d'action est limité aux besoins pratiques des femmes, c'est-à-dire aux intérêts immédiats tels la santé, la nourriture, le logement, le revenu, etc. Aussi cette section abordera les deux approches afin de mieux en cerner les fondements.

« Genre et Développement » versus « Intégration des femmes au développement » (Chege, n.d.) :

Partant du triple rôle des femmes, à savoir :

- un rôle reproductif : ce rôle renvoie à la procréation, à l'éducation des enfants, ainsi qu'à toutes les tâches associées aux travaux ménagers et au maintien des membres du ménage ;

- un rôle productif : le travail productif, à savoir les activités domestiques, bénévoles, de productions de subsistance, de biens et services pour la consommation par le ménage, etc., est souvent effectué parallèlement au travail reproductif des femmes et a tendance à être moins visible et moins apprécié que le travail productif des hommes ; et
- les rôles communautaires : les activités communautaires des femmes (approvisionnement et maintien des ressources, organisation de fêtes familiales et rituelles, etc.) sont entreprises en tant que prolongement de leur rôle reproductif. Ces tâches ne sont généralement pas rémunérées et sont effectuées pendant le temps libre des femmes. Une analyse de la répartition des rôles communautaires dans la société a permis de voir clairement les tâches spécifiques et les responsabilités attribuées à l'homme et à la femme (qui fait quoi ?).

Cinq (5) catégories d'approches de développement ont été identifiées :

- approche « bien-être » : l'objectif de cette approche est de répondre aux besoins pratiques des femmes. Les femmes sont par conséquent considérées uniquement dans leur rôle reproductif et vues comme des bénéficiaires passives des interventions de développement ;

- approche « équité » : l'objectif est de promouvoir l'égalité des femmes, tout en les reconnaissant comme des participantes actives dans le processus de développement. Le triple rôle des femmes est pris en compte et la réponse aux intérêts stratégiques des femmes, c'est-à-dire la satisfaction des besoins capables de transformer les déséquilibres de pouvoir existant entre hommes et femmes, est cherchée par le biais d'une politique qui leur donne une autonomisation économique et politique ;
- approche « lutte contre la pauvreté » : cette approche cherche à répondre aux besoins pratiques des femmes et notamment au besoin d'accès aux revenus. Elle méconnaît par conséquent le rôle productif des femmes ;
- approche « efficacité » : cette approche a pour but de rendre le développement plus efficient et efficace, notamment par la participation économique des femmes qui est perçue comme un facteur d'équité ;
- approche « empowerment » : le pouvoir (power) est mis au centre de l'action et a pour objectif de répondre aux besoins stratégiques relatifs au genre, par le biais de la mobilisation ascendante des femmes.

doivent être considérés comme partenaires à part entière et bénéficier des mêmes conditions leur permettant de jouir de tous leurs droits. L'approche IFD se focalise en revanche sur les femmes et méconnaît de surcroît le rôle fondamental de ces dernières dans le développement.

Les différentes approches, ci-dessus mentionnées, ressortent d'une étude menée par Caroline Moser en 1989. En somme, l'approche GED vise l'égalité des genres. Les hommes et les femmes

Les caractéristiques principales de l'IFD et du GED

	Intégration des femmes au développement (IFD)	Genre et développement (GED)
Approche	L'approche « IFD » consiste à se concentrer sur les problèmes des femmes conçues en tant qu'autre « minorité »	L'approche « GED » vise un développement égal pour les hommes et les femmes
Population cible	Les femmes	La relation entre les hommes et les femmes dans tous les systèmes
Problème	L'exclusion des femmes dans les politiques de développement	Des pouvoirs inégaux (riche - pauvre, homme - femme) qui empêchent l'entière participation des femmes
But	Une nouvelle forme de développement efficace pour les femmes. Une amélioration de l'efficacité et de l'impact du développement.	Un développement durable et équitable pour les hommes, les femmes et les générations futures. Les hommes et les femmes prennent des décisions à partir de leurs rôles et responsabilités. On cherchera à préserver et rehausser ceux des femmes. Mise en place d'un partenariat égal entre les femmes et les hommes dans la définition et l'orientation de leur avenir collectif.
Solution	Promouvoir l'intégration des femmes dans le développement	L'accès au pouvoir politique et économique ; la transformation des relations de pouvoir.
Stratégies	Des projets en faveur des femmes ; un volet femme dans les projets de développement ; l'augmentation de la productivité des femmes.	Définir les besoins fondamentaux des femmes en matière de développement ; définir les intérêts des femmes et les opportunités qui leur sont offertes ; promouvoir les conditions d'élimination de toute forme de discrimination des femmes.

À l'issue de la présentation du tableau comparatif, les participants/tes reparti(e)s en groupes de deux (2) ont échangé sur des propositions de

programmes prenant en compte les approches IFD et GED. Les résultats de ces travaux ont été présentés en séance plénière.

Programmes de GED et IFD proposés par les participants/tes

Tableau 2.1. Proposition I : GED/IFD

IFD	GED
Intitulé : projet d'amélioration de l'accès des femmes à l'alphabétisation et à l'éducation non formelle	Intitulé : projet d'amélioration de l'accès à l'alphabétisation et à l'éducation non formelle
Problèmes : tâches domestiques, organisation de l'offre éducative, résistances des maris, mariages précoces, considérations religieuses, contenus des programmes, etc.	Problèmes : tâches domestiques, organisation de l'offre éducative, résistances des maris, mariages précoces, considérations religieuses, contenus des programmes, etc.
Cible : les femmes	Cible : les hommes et les femmes
Solutions : allègement de la pénibilité des travaux domestiques ; sensibilisation des maris, des leaders religieux.	Solutions : allègement de la pénibilité des travaux domestiques ; sensibilisation des hommes et des femmes pour aller vers les centres.
Stratégies : mettre en place des infrastructures pour alléger la pénibilité des travaux domestiques (puits, moulins forages, etc.) ; mettre en place une stratégie de communication (maris, leaders religieux, etc.) pour permettre la participation des femmes ; élaborer des programmes adaptés aux préoccupations des femmes.	Stratégies : intégrer des activités génératrices de revenus (AGR) qui intéressent tous les groupes ; mettre en place une stratégie de communication pour tous les groupes ; réviser le curriculum ; réviser l'organisation des programmes.
Limites : exclusion des hommes ; création d'un déséquilibre.	Limites : insuffisance de ressources humaines, financières et matérielles

Tableau 2.2. Proposition II : GED/IFD

Projet : Production, transformation et commercialisation de l'arachide

	IFD	GED
Objectifs	Augmentation revenus femmes	Accroissement revenus communautés : hommes et femmes
Cible	Femmes productrices agricoles	Les adultes de la communauté / producteurs et productrices
Problème	Accès inégal des femmes aux revenus des productions agricoles et à leur contrôle	Extrême pauvreté des producteurs agricoles hommes et femmes
But	Améliorer les conditions de vie des femmes	Contribuer à la promotion d'un développement harmonieux et durable de la communauté
Solution	Formation des femmes ; équipement au profit des femmes.	Renforcement des capacités de la communauté ; financement de l'équipement ; promotion des rapports équitables entre hommes et femmes dans la production et la vente.
Limites	Milieu non préparé à accueillir le projet ; création de nouvelles inégalités ; remise en question de l'équilibre de la communauté.	Requiert un changement de mentalités ; risque de provoquer des conflits ; processus long à installer.

Cette restitution a permis de se rendre compte que les différentes approches avaient été bien comprises par les participants/tes. Au-delà de ce constat, il a été aussi intéressant de noter que les échanges ont également convergé vers des propositions de solutions relatives à la modification des rapports de pouvoir : développer des campagnes de sensibilisation à l'égard des hommes pour une promotion de l'accès des femmes au pouvoir économique et politique, alléger la pénibilité des travaux domestiques, etc.

Séquence 4 : les variables socio-économiques ayant un impact sur l'alphabétisation

L'examen des variables socio-économiques avait pour objectif de comprendre le contexte de l'alphabétisation dans les pays respectifs afin de mieux cadrer le thème de la recherche-action. Cette séance s'est essentiellement déroulée sous forme de travaux de groupe, au cours desquels la réflexion a porté sur trois dimensions, à savoir 1) l'environnement de l'alphabétisation, 2) la structure institutionnelle et le financement, et 3) les activités d'alphabétisation. Les sections ci-dessous présentent une synthèse des résultats rapportés en séance plénière.

Contexte de l'alphabétisation

L'alphabétisation en Afrique subsaharienne et notamment au Burkina Faso, en Guinée, au Mali, au Niger et au Sénégal

reste un défi de taille. Plus de 60 % de la population adulte est analphabète, ce qui rend peu probable que ces pays atteignent l'éducation pour tous d'ici 2015. Cette situation est liée en grande partie à la pauvreté, au fort taux de croissance démographique et à la sous-scolarisation. Pour pallier à cette déficience et respecter les engagements internationaux, les pays ont développé des politiques et programmes d'alphabétisation et d'éducation non formelle (AENF) dont les dénominateurs communs sont les programmes décennaux de développement de l'éducation (PDDE) et les cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté (CSLP). Les PDDE sont des politiques sectorielles de développement du système éducatif de base dont le but principal est l'amélioration aussi bien quantitative que qualitative du niveau d'éducation. Les PDDE sont en cohérence avec les CSLP qui constituent par excellence des instruments de mobilisation et de coordination de l'aide publique au développement, introduits par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international.

Malgré ces actions encourageantes, des obstacles à la réalisation des objectifs de Dakar persistent, parmi lesquels figurent principalement :

- le faible budget alloué à l'AENF (moins de 1 % du budget national de l'éducation, exception faite du Burkina Faso avec 7 %¹) ;
- l'absence de mécanismes adaptés à l'AENF ;

¹ Ce taux est passé à plus de 10% en 2010.

- l'instabilité institutionnelle ;
- le manque de ressources humaines et le faible niveau de compétences ;
- la non prise en compte systématique de l'approche genre dans les politiques et programmes d'AENF.

Soulignons que ces difficultés sont en grande partie imputables au très faible engagement dont font preuve les gouvernements. Un autre obstacle majeur est la mise en œuvre récente de la stratégie de *faire-faire* dans les pays. Le *faire-faire* implique de nouvelles façons de faire et de penser qui appellent à un partenariat très étroit entre les différentes parties prenantes dans la gestion du système éducatif. Cette approche ne va pas sans créer des incompréhensions dans les répartitions des rôles et des responsabilités.

Structure institutionnelle et financement de l'alphabétisation

Le Burkina Faso, le Niger et le Sénégal sont dotés de ministères chargés de l'alphabétisation. Cet engagement traduit une volonté des Etats membres de faire de l'alphabétisation une des priorités de l'éducation. Notons que cette volonté de promouvoir l'alphabétisation est surtout le fruit de plaidoyers tenus lors de grandes conférences internationales ou d'actions consolidées par les OSC. Cependant cette situation d'acquis est parfois sujette à des instabilités institutionnelles.

Le financement de l'alphabétisation et de l'ENF reste fortement tributaire de l'aide extérieure. Ce secteur perçoit rarement plus de 1 % du budget national de l'éducation, exception faite du Burkina Faso qui consacre 7 % à l'AENF (2005) et ceci grâce à la création d'un véritable fonds d'appui à l'alphabétisation (FONAENF : Fonds pour l'alphabétisation et l'éducation non formelle).

Types d'activités et approches utilisées

Les modèles alternatifs d'alphabétisation, les types d'activités et les approches utilisés dans les différents pays se présentent comme suit :

- 1) *les centres d'alphabétisation/formation (CPAF) au Burkina Faso* : créés en 1990, ces centres ont pour objectif d'assurer l'alphabétisation fonctionnelle. La stratégie repose sur trois niveaux de formation : a) formation initiale (apprentissage des connaissances instrumentales), b) formation complémentaire (consolidation des acquis de la phase initiale) et c) formation technique spécifique (développement de conditions de transfert de compétences). La population cible est constituée des adultes de 15 à 50 ans.
- 2) *les centres d'alphabétisation professionnalissante (CAP) en Guinée* : ils ciblent la population âgée de 15 à 25 ans en situation d'apprentissage d'un métier.

- 3) *les centres d'alphabétisation fonctionnelle (CAF) et les centres d'apprentissage féminin (CAFé) au Mali* : les CAF sont initiés par les communautés et permettent l'apprentissage de la lecture/de l'écriture/du calcul avec pour objectif de développer les compétences nécessaires à la vie courante dans divers domaines. Ce sont des centres de formation et d'apprentissage de métiers à l'intention des jeunes filles et jeunes femmes non scolarisées ou déscolarisées précoces, et aussi les sortantes des centres d'alphabétisation fonctionnelle. Les CAFé ciblent les jeunes et les adultes.
- 4) *les foyers d'éducation permanents (FEP) et les centres Ajami au Niger* : les FEP s'adressent à la population féminine et plus précisément aux néo-alphabètes en vue de la pérennisation des acquis en alphabétisation et du renforcement des capacités en formation et gestion. Les centres Ajami visent à l'apprentissage initial (lire, écrire et calculer) en caractères arabes harmonisés. Ils ont pour public cible les jeunes et les adultes.
- 5) *les centres d'animation et de lecture au Sénégal* : il existe au Sénégal une grande diversité de programmes, dont la stratégie d'apprentissage est axée sur l'alphabétisation fonctionnelle. À titre d'exemple, on peut citer :
 - *le Programme intégré d'éducation des adultes (PIEA)* : le principe majeur de ce programme consiste à mettre l'accent sur la fonctionnalité des approches, en vue de faciliter l'amélioration des revenus des bénéficiaires dans leurs activités économiques habituelles. Cette approche contribue à alléger les contraintes liées à l'articulation entre l'alphabétisation, la lutte contre la pauvreté et toutes les actions y afférentes. D'une durée de 18 mois, il cible les apprenants âgés de 15 à 49 ans, les relais et leaders d'opinion.
 - *Le Programme d'alphabétisation intensive du Sénégal (PAIS)* : il est géré par les collectivités locales, il se déroule en deux phases de 5 mois qui permettent aux apprenants de se doter de compétences instrumentales suffisamment opérationnelles.
 - *Le Programme Alpha-femmes* : d'une durée de trois mois, il met l'accent sur l'acquisition de compétences en matière de gestion financière, de santé, de droits des femmes, d'environnement et de civisme.

L'identification des variables socio-économiques a été une étape importante dans le programme de l'atelier, car elle a permis de présenter un premier bilan de la situation de l'alphabétisation dans les pays respectifs. Le constat qui ressort de cette analyse a permis de mettre en évidence les dispositifs développés aux niveaux nationaux en vue de rendre visible l'alphabétisation. Cette visibilité est perçue à travers l'élaboration de plans politiques tels que les PDDE, les CSLP, la création d'instances institutionnelles, etc. Cependant tous ces efforts, bien que remarquables, se trouvent confrontés à un problème majeur, celui du financement de l'alphabétisation. Le Burkina Faso a su tirer profit de la stratégie du faire-faire et a créé un fonds qui a permis l'augmentation du budget de l'AENF. Aussi, les pays participants gagneront à s'inspirer de cette innovation. Au niveau des programmes, les gouvernements ont tendance à privilégier les projets orientés vers les femmes. Cette approche a surtout l'avantage d'augmenter le taux d'alphabétisation des femmes et de répondre notamment aux besoins immédiats de ces dernières sans pour autant leur donner un pouvoir réel de décision ni la possibilité de s'inscrire dans une perspective d'égalité des genres.

Module II : perspectives de recherche et méthodologie

Séquence 1 : expérience de recherche dans le domaine de l'éducation

Cette séance qui s'est essentiellement déroulée en plénière a été appuyée par le partage d'expérience du programme de la Direction générale du centre de recherche, d'innovations éducatives et de formation (DG-CRIEF) du Burkina Faso.

Le programme de la DG-CRIEF est basé sur le développement de la qualité de l'éducation et a pour objectif a) de promouvoir et développer la recherche en éducation de base ; b) d'assurer la formation continue des personnels enseignants et d'encadrement de l'éducation de base ; c) d'améliorer la qualité et la pertinence de l'éducation de base formelle et non formelle et d) de valoriser les initiatives et innovations éducatives probantes. Elle comprend deux sous-directions : la Direction de la recherche et du développement pédagogique (DRDP) qui est chargée de l'amélioration de la qualité, de l'efficacité et de la pertinence de l'éducation de base formelle et la Direction de la recherche, des innovations en éducation non formelle et alphabétisation (DRINA) qui s'occupe du volet non formel. Les principales activités au moment de l'atelier ont été la validation et l'expérimentation des nouveaux curricula des CPAF, l'élaboration de référentiels thématiques pour l'alphabétisation dans les langues d'expérimentation et la description scientifique de deux nouvelles langues.

Le CRIEF ambitionne d'évoluer rapidement vers un statut d'Etablissement public à caractère scientifique, culturel et technique (EPSCT), ce qui lui donnerait plus d'envergure et une plus grande marge de manœuvre pour appuyer les efforts du ministère de l'Éducation de base et de l'Alphabétisation (MEBA) et du système éducatif en général.

Les défis à relever se situent au niveau a) de l'intégration du formel et du non formel, pour un renforcement de l'efficacité du système dans son ensemble, b) du maintien et de l'amélioration de la qualité et de la pertinence du système éducatif et c) de la promotion de la formation continue et de la recherche appliquée en éducation formelle et non formelle.

On peut d'ores et déjà prévoir les difficultés qu'il y aurait à bâtir une structure nouvelle de grande envergure sur deux institutions déjà établies, avec leurs habitudes et leurs modes de fonctionnement. Aux difficultés liées à la gestion des hommes et des femmes s'ajouteront celles liées à l'insuffisance des moyens en termes d'infrastructures, de logistiques, d'équipements, de fournitures et de ressources humaines et financières.

Il est essentiel que l'Etat et des partenaires techniques et financiers (PTF) du formel et du non formel s'engagent à garantir la continuité du processus de rénovation des curricula car toute interruption due à des problèmes de

disponibilité de fonds peut être lourde de conséquences.

Séquence 2 : questions de recherche prioritaires relatives à l'alphabétisation et à la conceptualisation des propositions de recherche

La diversité des groupes d'acteurs/trices présents à l'atelier a été mise à profit pour la sélection du thème de la recherche. La méthodologie utilisée a consisté d'une part à répartir les participants/tes par pays et d'autre part par institution (acteurs/trices des ministères chargés de l'éducation, ONG, réseaux des chercheurs, cf. pp. 27-29), en leur demandant dans les deux cas de figure, d'identifier des questions de recherche centrales à l'alphabétisation et au genre. Le partage des résultats des travaux de groupe en plénière et les discussions qui ont suivi, ont permis de choisir de manière consensuelle le thème de l'étude .

Les questions de recherche proposées ont souligné la nécessité de lier l'alphabétisation, le genre et la lutte contre la pauvreté. C'est dans ce contexte que le titre du thème de la recherche-action a été formulé comme suit : Impact des programmes d'alphabétisation sur la recherche de la parité du genre dans une perspective de lutte contre la pauvreté.

Pourquoi l’alphabétisation ? L’alphabétisation ouvre la boîte à outils qui conduit au plein exercice des droits humains, à une bonne intégration dans la société et à l’autonomisation. Le Rapport mondial de suivi de l’EPT (UNESCO, 2005) souligne cependant qu’en 2002 environ 880 millions d’adultes (15 ans et plus) dont près de deux tiers de femmes, étaient dépourvus de compétences en matière d’alphabétisme. L’Afrique est l’une des régions les plus touchées par l’analphabétisme². La situation est très alarmante en Afrique de l’Ouest et notamment dans des pays comme le Burkina Faso, la Guinée, le Mali, le Niger et le Sénégal. Entre 2000 et 2004, le taux d’alphabétisme avoisinait les 39 % au Sénégal, pour n’être que de 12 %, 19 %, et 14 % respectivement au Burkina Faso, au Mali et au Niger.

Pourquoi le genre ? Les écarts entre les femmes et les hommes restent très prononcés au Burkina Faso, en Guinée, au Mali, au Niger et au Sénégal. Au Burkina Faso par exemple les hommes sont deux fois plus alphabétisés que les femmes. Au Niger, 15 % des femmes sont alphabétisées contre 43 % des hommes.

Pourquoi la lutte contre la pauvreté ? Alphabétisation et pauvreté vont de pair. Un taux élevé d’analphabétisme entraîne une extrême pauvreté, en témoigne la situation des pays participant à la formation. Les données désagrégées selon les sexes permettent par ailleurs de mesurer l’ampleur de l’écart du niveau

d’instruction qui existe entre les hommes et les femmes. De manière récurrente, les femmes sont les plus touchées par ce fléau donc les moins instruites, à telle enseigne que l’on parle de la pauvreté au féminin.

Questions de recherche prioritaires relatives à l’alphabétisation et au genre

Propositions des différentes institutions (Ministères chargés de l’éducation, ONG et chercheurs)

Structures étatiques	Comment accroître l’accès à l’alphabétisation et améliorer la qualité des apprentissages ? Quelles stratégies d’évaluation de l’effectivité de l’alphabétisation des populations visées ? (taux d’alphabétisation, détermination du profil de l’alphabétisé, maîtrise de la base de données). L’impact des programmes d’alphabétisation sur la lutte contre la pauvreté, la réduction des disparités liées au genre, etc. Etude sur les stratégies de mobilisation des communautés de base et des collectivités locales en faveur de l’alphabétisation.
ONG	Le lien entre l’analphabétisme, le genre, la pauvreté et les moyens d’existence ; nature et limites de la contribution des communautés ; facteurs de pérennisation des projets d’alphabétisation ; prise en compte de la capacité contributive de participation des femmes ; renforcement des capacités des ONG et des communautés dans la recherche ; inventaire et capitalisation des expériences et réappropriation par l’État et les autres acteurs.
Chercheurs	Quel est l’impact de l’alphabétisation dans le processus de développement de nos pays ? Comment pérenniser les acquis de l’alphabétisation ? Comment l’alphabétisation contribue-t-elle à instaurer une culture démocratique ? Quels sont les facteurs qui peuvent favoriser l’adhésion des populations aux programmes d’alphabétisation ? Comment peut-on prendre en compte les savoirs locaux dans les programmes d’alphabétisation ? Quelle est la contribution de l’alphabétisation à la réduction de la pauvreté ? De quelle manière l’alphabétisation peut-elle contribuer à la lutte contre la pauvreté ? Quelle est la place du genre dans les politiques et programmes d’alphabétisation ?

Propositions des pays respectifs

	Thème	Questions principales	Questions spécifiques
Burkina Faso	Problématique de l'efficacité interne et de la pertinence sociale de l'alphabétisation dans une perspective genre au Burkina Faso	Quelle efficacité interne et quelle pertinence sociale de l'alphabétisation dans une perspective genre au Burkina Faso ?	Quels sont les obstacles à l'accès équitable à l'alphabétisation ? Quels sont les facteurs qui limitent l'efficacité interne de l'alphabétisation ? Quelles sont les expériences réussies en matière d'alphabétisation et de lutte contre la pauvreté ? Quelles sont les expériences réussies en matière d'alphabétisation et de réduction des disparités liées au genre ? Quels sont les facteurs de pérennisation des expériences réussies en matière d'alphabétisation (rapport qualité-coût, mobilisation communautaire, etc.).
Guinée	Problématique de l'alphabétisation dans une perspective d'équité en genre et de réduction de la pauvreté en Guinée	Quels liens pourrait-on établir entre l'analphabétisme, le genre et la pauvreté ?	Comment accroître l'accès à l'alphabétisation et améliorer la qualité des apprentissages particulièrement au niveau des groupes vulnérables ? Quelles stratégies pour pérenniser les programmes d'alphabétisation ?

	Thème	Questions principales	Questions spécifiques
Mali	Prise en compte du genre et lutte contre la pauvreté par les programmes d'alphabétisation		Les programmes ont-ils permis aux groupes cibles l'acquisition de connaissances et compétences ? Qu'est-ce que ces groupes ont pu faire avec les connaissances et compétences acquises au niveau individuel, familial et communautaire ? Les compétences développées leur ont-elles permis de participer effectivement à la lutte contre la pauvreté et aux prises de décision dans leur milieu ?
Niger	Place du genre dans les politiques et programmes d'alphabétisation et de lutte contre la pauvreté	Quelle est la place du genre dans les politiques et programmes d'alphabétisation et de lutte contre la pauvreté ?	Dans quelle mesure les politiques et programmes intègrent-ils les questions de parité, qualité, équité, égalité et justice ? Existe-t-il des stratégies d'accès et d'accessibilité des hommes et des femmes, des jeunes filles et garçons, des enfants en situation difficile ainsi que des groupes économiquement vulnérables tels que définis par la SRP aux services offerts ? Les contenus de formation, sont-ils adaptés aux besoins spécifiques des groupes cibles ? Les acteurs/trices chargé(e)s de la mise en oeuvre des programmes ont-ils/elles les compétences requises ?

	Thème	Questions principales	Questions spécifiques
Sénégal	Comment améliorer les programmes d’alphabétisation dans la perspective de genre pour la lutte contre la pauvreté ?	Alphabétisation et genre dans les stratégies de réduction de la pauvreté au Sénégal	Quels sont les facteurs qui favorisent l’implication équitable de tous les acteurs/trices des communautés de base dans les programmes d’alphabétisation ? La dimension genre est-elle prise en compte dans les supports didactiques en alphabétisation ? Quelle est la place du genre dans les politiques et programmes d’alphabétisation ? Quelle est la place des TIC, facteurs de renforcement des capacités des néo alphabètes et de correction des disparités ?

Module III : propositions pour une mise en œuvre effective de la recherche-action

Condition de la mise en œuvre efficace de la recherche : la recherche-action a été conçue dans une dynamique d’apprentissage et donc de renforcement des capacités. L’enjeu majeur consistait par conséquent à mener la réflexion et la recherche ensemble.

Programme et responsabilité : chaque pays était représenté par un/une coordinateur/trice qui a rendu compte de l’état d’avancement des recherches à l’UIL. Une première rencontre entre l’UIL, le GTENF de l’ADEA et les responsables des pays a été organisée pour examiner l’état d’avancement des études (cf. partie III).

Évaluation de l’atelier par les participants/tes

Cette évaluation est la somme des évaluations journalières énoncées par les participants/tes :

Ce qui s’est avéré positif :

- la clarification du concept genre et les échanges relatifs au contexte de l’alphabétisation dans les pays ;
- la bonne animation ;
- la bonne cohésion ;
- le sérieux des travaux de groupe ;
- la méthodologie de travail ;
- la motivation des participants/tes ;
- les matériels de travail.



Ce qui a moins bien fonctionné :

- le temps de formation s'est avéré insuffisant, ce qui n'a pas permis d'aborder tous les thèmes du programme. La clarification du concept genre devait aussi traiter des notions relatives à la justice, l'équité, etc. (cf. annexe 2, programme de l'atelier)

Suggestions :

- renforcer régulièrement les capacités des acteurs/trices clés travaillant dans le domaine de l'alphabétisation dans une perspective genre ;
- impliquer les différentes parties prenantes, à savoir les structures étatiques en charge de l'éducation, les OSC et les réseaux des chercheurs aussi bien dans un objectif de renforcement des capacités que dans celui

d'une vision progressive de partenariat ;

- distribuer le rapport à tous/toutes les participants/tes afin qu'ils/elles puissent l'exploiter ;
- rendre accessible le rapport à un grand public via Internet et via une publication de bonne qualité ;
- disséminer le rapport lors de rencontres sur l'éducation ;
- stimuler et activer la mise en réseau.

Conclusion

L'atelier de formation sur le genre et l'alphabétisation a réuni quelque 30 personnes venues du Burkina Faso, de la Guinée, du Mali, du Niger et du Sénégal. À partir des questionnaires qui ont été développés, le profil des participants/tes et les besoins réels en matière d'alphabétisation et de genre ont été identifiés, ce qui a permis aux organisateurs de la formation de réajuster aussi bien les objectifs que le contenu du programme. Les pré-requis des participants/tes ont été par la suite revus à la lumière du déroulement de l'atelier. Cette approche pédagogique a largement contribué à une participation active. Cette dynamique suscitée lors de l'atelier a été mise à profit dans le cadre de la recherche-action.



Partie 2

Analyse du degré d'appropriation du genre et de l'alphabétisation par le biais de la recherche-action

Cette partie vise à analyser le degré d'appropriation du concept genre dans les plans, politiques et programmes d'alphabétisation. Comme mentionné ci-dessus, la démarche méthodologique a consisté tout d'abord à développer les capacités en genre et alphabétisation à travers l'organisation d'un atelier. L'initiative de la recherche-action en genre et alphabétisation avait pour objectif de consolider les acquis.

Examen préliminaire du degré d'appropriation en genre et alphabétisation

Une première rencontre entre les coordinateurs/trices des pays et les responsables de la formation, à savoir l'UIL et le GTENF de l'ADEA, a eu lieu les 13 et 14 novembre 2005 à Dakar avec pour objectif d'analyser l'état d'avancement des projets de recherche.

Les études des pays avaient bien évolué depuis Bamako dans le sens d'une amélioration. De façon générale des aspects restaient à approfondir, notamment ceux relatifs à la méthode d'analyse dont la pertinence a été peu explicitée par les équipes des pays.



Par ailleurs, les pays ont réitéré leur volonté de continuer ce processus d'apprentissage, en étant bien conscients que cela nécessitait un travail d'équipe fort et ouvert. Les prochaines activités pour mener à bien les recherches des pays ont été planifiées comme suit :

Détermination des prochaines étapes en matière d'actions et de période³	
Actions à mener dans chaque pays • Décision de poursuivre le travail de recherche • Constitution des équipes : répartition des rôles et responsabilités • Détails et analyse des données sur les différents taux d'alphabétisation des femmes et des hommes, des adolescents et adolescentes, de même que sur les niveaux de pauvreté • Finalisation des questions relatives à la problématique de la recherche dans les pays respectifs.	Période Novembre Novembre Novembre et décembre
Analyse des documents – liste des documents communs à exploiter : CSLP, DSEP*. • Document de politique par pays (genre, éducation, alphabétisation, OMD) • Cadre d'action de Dakar EPT • Rapports de suivi de l'EPT 2001-2006 • Autres documents nationaux et spécifiques • Rapports sur la conférence de Beijing et son suivi au niveau national NB : cela permet d'analyser la place de l'alphabétisation dans le système éducatif et le développement par pays et d'identifier et analyser les enjeux du genre.	Décembre
Conception des outils : • Guide d'entretien • Guide d'observation • Guide d'analyse des documents • Questionnaire • Guide d'orientation de groupes / focus groupes ou autres • Pré-test des outils : sur qui, combien de temps • Formation des enquêteurs/trices	Décembre
• Réalisation des enquêtes de terrain • Analyse partielle	Janvier-février 2006 Février 2006
* DSEP = Direction du suivi et de l'évaluation des programmes et projets	

Analyse de la recherche-action en genre et alphabétisation

Cette section sera axée sur l'examen des études qui ont été entreprises par des pays. Elle consistera d'une part à présenter les résultats de la recherche par pays et d'autre part, à en tirer les leçons apprises en matière de genre et d'alphabétisation. Rappelons que le thème général retenu au cours de l'atelier de formation a porté sur l'alphabétisation, le genre et la lutte contre la pauvreté et était intitulé comme suit :

Impact des programmes d'alphabétisation sur la recherche de la parité du genre dans une perspective de lutte contre la pauvreté.

Burkina Faso : pertinence sociale de deux programmes d'alphabétisation dans une perspective genre

Description de la recherche

Le Burkina Faso avait un taux d'alphabétisation estimé à 21,8 % en 2003. La conséquence en était que près de la moitié de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté (46 % en 2004). Pour pallier à cette situation très préoccupante, le pays a développé différentes stratégies (PDDEB, CSLP, Plan d'action pour l'alphabétisation/formation des femmes dans vingt provinces ayant les plus faibles taux d'alphabétisation, etc.) avec pour objectif d'atteindre un taux de 40 % en 2010 (22 % pour les femmes) et de 60 % en 2015.

Des progrès incontestables ont été enregistrés au niveau de l'accès des femmes aux programmes d'alphabétisation, force est cependant de constater que certaines difficultés persistent, parmi lesquelles on peut citer le fort taux de déperdition des femmes au cours du cycle d'alphabétisation formation, le faible taux de succès et les problèmes pour appliquer les connaissances dans la vie quotidienne. Pour comprendre cette situation, l'équipe du Burkina Faso a pris l'initiative d'analyser la pertinence de deux programmes d'alphabétisation.

L'Association nationale pour la traduction de la bible et l'alphabétisation (ANTBA) et l'Organisation panafricaine de développement et d'appui aux initiatives des cadres (OPADAIC), deux programmes localisés respectivement dans le Kadiogo (zone urbaine), et Fada N'Gourma (zone rurale) ont été choisis en raison de leurs contrastes en termes de succès (le programme de l'ANTBA a un taux de déperdition en alphabétisation initiale et en formation complémentaire de base très élevé ; celui de l'OPADAIC est très faible⁴).

La recherche a ciblé des apprenants/tes, des alphabétisé(e)s et non alphabétisé(e)s, et différent(e)s acteurs/trices impliqué(e)s dans les programmes (2 animateurs, 2 animatrices, 2 superviseurs, 1 coordinateur, 1 coordinatrice, 2 opérateurs, 2 représentants des services d'alphabétisation du ministère de l'Éducation). La méthode de recherche s'est voulue essentiellement qualitative

⁴ Le taux de déperdition de l'ANTBA est estimé à 60,7 % (taux de succès 31 %), celui de l'OPADAIC à 0,19 % (taux de succès 99,1 %), cf. le rapport du Burkina Faso

(recherche documentaire, enquête de terrain) et a porté sur l'utilisation de grilles d'observation et de protocoles d'entretien comme outils de mesure.

La méthode d'analyse pour évaluer les programmes a été celle empruntée à la mesure du droit à l'éducation (IIEDH, APENF, 2005). Cette méthode novatrice entend prendre en compte les réelles attentes et demandes des acteurs/trices par l'intégration des dimensions culturelles, économiques, politiques et techniques au système éducatif à travers les quatre capacités, qui sont :

1. *l'acceptabilité* : elle définit la légitimité démocratique, c'est-à-dire l'implication des parents, des communautés et des enseignants dans le processus d'alphabétisation, etc.
2. *l'adaptabilité* : elle se définit par la contribution à une optimisation des moyens et des résultats, à savoir degré de prise en compte des besoins des apprenants et apprenantes dans l'élaboration des programmes, problème de la fréquentation (abandons), etc.
3. *la dotation* : elle se réfère aux ressources matérielles et non matérielles des programmes d'alphabétisation, ce qui représente la diversité des ressources humaines et non humaines.

4. *l'accessibilité* : elle décrit la disponibilité des ressources en fonction de la diversité des situations des apprenants (les frais de participation à la formation sont adaptés aux réalités du milieu ; offre – demande, etc.).

Résultats de la recherche

Des efforts concertés sont accomplis par les responsables des programmes et les communautés respectives afin de permettre aux hommes et aux femmes d'acquérir une formation menant à une amélioration de la qualité de vie. Cette volonté est notamment visible à travers l'adoption d'une démarche paritaire au niveau de l'accès aux centres d'alphabétisation, ainsi que le développement de programmes adaptés aux besoins du milieu. Même si des changements significatifs ont été observés dans la vie des bénéficiaires (maîtrise de la planification familiale, des soins de santé et nutrition des enfants, consultation mutuelle dans le cadre des problèmes familiaux, participation des femmes aux groupements locaux, etc.), il n'en demeure pas moins qu'un problème central subsiste : celui de l'absentéisme continu des femmes au cours d'apprentissage. Ce problème est en grande partie imputable aux charges domestiques qui continuent à peser sur ces dernières entraînant un manque de temps exploitable pour suivre la formation.

Par ailleurs, les programmes d'alphabétisation disposent de moyens financiers limités ce qui réduit considé-

ralement la possibilité de développer des programmes post-alphabétisation. Cette situation est perçue comme une frustration par les apprenants/tes qui souhaitent progresser vers un niveau plus élevé de formation. Les contraintes financières exercent aussi un impact négatif sur la motivation du personnel puisque ce dernier se voit octroyer une modeste rémunération.

Leçons apprises

La prise en compte du genre a été mise en relief à travers l'exploitation de données surtout qualitatives. Cependant, certaines clarifications nécessaires à une meilleure compréhension de l'intégration genre dans les programmes d'alphabétisation restent à apporter. Elles concernent principalement deux niveaux de l'analyse des capacités.

Acceptabilité : les centres d'alphabétisation sont créés à l'initiative des membres de la communauté. À ce premier stade d'analyse, aucune information ne nous indique s'il existe un espace d'échange et de concertation entre les hommes et les femmes pour les prises de ces décisions ou si les femmes sont tout simplement des réceptrices passives.

Adaptabilité : si nous partons du postulat que les thèmes de la formation sont choisis par les membres de la communauté (hommes et femmes) et reflètent donc leurs besoins, comment expliquer que les besoins stratégiques

des femmes ne sont pas pris en considération ? Peut-on affirmer que la gente féminine n'est pas consultée à ce niveau de décision ? Ou tout simplement que les femmes sont encore trop vulnérables pour remettre en question les rapports existants ?

Guinée : problématique de l'alphabétisation dans une perspective d'équité entre les genres et la réduction de la pauvreté

Description de la recherche

La Guinée s'est proposée d'analyser le lien entre le genre, l'alphabétisation et la lutte contre la pauvreté. Cette préoccupation se réfère en grande partie à la situation d'analphabétisme et de pauvreté qui prévaut en Guinée et affecte en particulier une frange de la population, à savoir les femmes.

Pour répondre à la question principale et vérifier l'hypothèse de la recherche, l'équipe a entrepris de mettre l'accent sur l'analyse de l'impact de l'alphabétisation dans la vie des femmes ainsi que sur celle relative à la perception des hommes alphabétisés. La méthodologie retenue a été qualitative et s'est focalisée sur une recherche documentaire et des entretiens de terrain. Des outils de mesure, ainsi que des guides d'entretien ont été développés dans le cadre de la recherche.

L'enquête s'est déroulée dans la capitale, Conakry, et à Labé. Ce choix a tenu essentiellement compte des moyens financiers et du temps disponibles pour la recherche. L'échantillon, pour lequel la technique de sélection a été peu justifiée, a porté sur un total de 70 personnes avec pour groupes cibles des responsables des centres de formation en alphabétisation, des filles et des femmes alphabétisées (en situation d'apprentissage ou ayant terminé le cycle de formation), des femmes et des hommes non alphabétisé(e)s, des intellectuelles, des responsables des services d'alphabétisation et des ONG exerçant dans le domaine de l'alphabétisation.

Résultats de la recherche

Les responsables des centres d'alphabétisation ont affirmé promouvoir une certaine parité au niveau de l'accès aux programmes et à la gestion. La dimension « réduction de la pauvreté » est matérialisée grâce au développement de programmes axés sur la satisfaction des besoins immédiats (santé, activités génératrices de revenus - AGR -, etc.). Toutes les filles et femmes alphabétisées ont estimé avoir en effet acquis des savoirs (lecture, écriture, calcul) et des savoirs faire (maîtrise de certaines mesures qui ont trait à la santé, l'hygiène, etc. ; initier et gérer des activités économiques, etc.). Au-delà de ces connaissances, la formation a été perçue comme une valeur ajoutée dans leur foyer, puisqu'elle a permis d'améliorer les relations entre les époux (implication de



la femme dans les décisions familiales, etc.). Les intellectuelles touchées par l'enquête ont reconnu que l'instruction leur a conféré une grande considération au niveau familial (implication dans les prises de décisions familiales, etc.), social et professionnel (participation aux groupements associatifs, possibilité d'intervenir dans les situations d'échanges d'expériences professionnelles, etc.). L'équipe a conclu en affirmant qu'« il découle de ce qui précède que des liens étroits existent entre l'alphabétisation, l'équité des genres et la réduction de la pauvreté. Il a été aussi montré qu'à travers l'alphabétisation intégrée, les femmes/filles peuvent acquérir des compétences qui leur permettent d'initier, développer et gérer avec succès leurs propres activités économiques » (cf. rapport de la Guinée). Et pourtant un nombre important de femmes et de filles abandonnent les cours. Les raisons avancées sont le poids des charges domestiques, le mariage précoce, etc.

Leçons apprises

La recherche visait à comprendre le lien entre le genre, l'alphabétisation et la lutte contre la pauvreté. Les résultats ont cependant porté essentiellement sur les filles et les femmes sans aucune référence à la gente masculine.

Mali : prise en compte du genre et de la lutte contre la pauvreté dans les programmes d'alphabétisation

Description de la recherche

Avec un taux global de 19 % d'alphabètes entre 2000 et 2004 dont 11,9 % de femmes (UNESCO, 2005), en 2005 le Mali se situe au 173^e rang des 177 pays énumérés dans l'Indicateur du développement humain - IDH -. Les femmes qui représentent 51 % de la population, comptent parmi les plus pauvres. Pourtant, des efforts substantiels ont été accomplis par le gouvernement malien. Différents plans politiques, à savoir le Programme décennal de développement de l'éducation (PRODEC), le Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP), etc. ont été développés. Malgré ce contexte favorable, les résultats restent en deçà des espérances.

L'équipe du Mali s'est donnée pour objectif principal de dégager des recommandations visant à améliorer le lien entre le genre, l'alphabétisation et la lutte contre la pauvreté. Pour ce faire, différents éléments ont été examinés :

les contenus des programmes, les conditions qui favorisent l'accès des femmes et l'impact des programmes dans la vie de ces dernières. L'enquête a été menée à Bamako et en zone périurbaine avec comme population cible des auditeurs/trices, animateurs/trices, néo-alphabètes, des non alphabètes, des leaders d'opinion, des autorités communales, des ONG/associations (Association des femmes enseignantes du Mali - AFEM - ; Groupe interdisciplinaire d'assistance pour le développement des communautés - GRIDAC - et Environnement et développement du Tiers-Monde - ENDA Tiers-Monde) et des services étatiques. Notons cependant que ces différents choix n'ont pas été accompagnés de justifications.

La méthode de recherche a été aussi bien quantitative que qualitative et a porté sur la recherche documentaire et l'enquête de terrain. La grille d'analyse, les questionnaires et les guides d'entretien ont constitué les outils de mesure. Les questionnaires ont été développés à l'intention des auditeurs/trices, animateurs/trices, des néo-alphabètes, des non alphabètes. Les guides d'entretien par contre étaient destinés aux leaders d'opinion, aux autorités communales, aux ONG/associations et services étatiques. Le choix des outils méthodologiques a été guidé par un souci d'efficacité. En effet, une attention particulière a été portée au premier groupe cible à travers l'administration de questionnaires portant sur des renseignements précis, par exemple sur

leur état civil, le nombre d'enfants et d'autres personnes à charge, leur niveau d'instruction, les acquis et bénéfices de l'alphabétisation, ainsi que leurs souhaits et perspectives individuelles. S'agissant du second groupe, l'équipe de recherche a fait le choix d'utiliser des guides d'entretien, en vue de garantir une liberté totale d'expression.

Résultats de la recherche

La recherche documentaire a permis de faire le point sur la situation de l'alphabétisation et de l'ENF au Mali. Le développement des plans politiques (PRODEC, CSLP, etc.) et des stratégies devraient amener le taux d'alphabétisation à 70 % (60 % pour les femmes) en 2015. Les questionnaires utilisés lors de l'enquête de terrain ont notamment servi à déterminer le profil des interviewés. Les données qualitatives recueillies ont essentiellement permis de mesurer l'impact de l'alphabétisation. Il ressort de cette analyse toutes catégories confondues que l'alphabétisation apporte une multitude de bienfaits aussi bien sociaux (meilleure connaissance de la santé et de la planification familiale, etc.), qu'économiques (accroissement des revenus individuels grâce aux activités génératrices de revenus, etc.) et personnels (estime de soi, confiance en soi, etc.). Cependant, cet élan pour l'instruction est freiné par différents facteurs tels que le poids des travaux ménagers pour les femmes, le modeste salaire des animateurs/trices, la faible part du budget national de l'éducation attribuée au non formel (moins de 1 %), etc.

Leçons apprises

Les résultats présentés se réfèrent notamment aux femmes plutôt qu'aux deux sexes. Il est par conséquent difficile de saisir le lien réel entre le genre et l'alphabétisation et donc de comprendre dans quelle mesure le genre joue un rôle essentiel dans la lutte contre la pauvreté. Cependant, il apparaît clairement que les femmes participent dans une large mesure aux dépenses familiales et à l'entretien des enfants et autres personnes à charge.

Niger : la place du genre dans les politiques et programmes d'alphabétisation et de lutte contre la pauvreté

Description de la recherche

L'équipe du Niger a retenu comme thème « la place du genre dans les politiques et programmes d'alphabétisation et de lutte contre la pauvreté ». À travers cette étude, les membres de l'équipe entendaient porter leur réflexion sur l'analyse de la pertinence des programmes d'alphabétisation dans une perspective genre et la qualité de la formation du personnel.

L'influence de la religion, les préjugés de tous ordres et le déficit de démocratie que le pays a connus pendant des décennies ont contribué à entretenir des rapports déséquilibrés entre les différentes composantes de la société et particulièrement en matière d'accès aux ressources, aux biens et services.

Le secteur de l'éducation, et en particulier l'alphabétisation et l'ENF, n'a pas échappé à la règle. Les statistiques nationales en ENF n'affichent guère que 20 % du taux d'alphabétisation général, avec seulement 12 % de femmes alphabètes. Le budget alloué au secteur du non formel représente moins de 1 % du budget national de l'éducation. Par conséquent, 63 % des nigériens étaient pauvres et 34 % extrêmement pauvres avec une forte proportion de femmes vivant en milieu rural.

La recherche documentaire et l'entretien de terrain sont les deux approches qui ont permis d'obtenir des données qualitatives. Pour mener à bien la recherche documentaire, une grille d'exploitation des documents a été élaborée. L'outil de collecte des données de terrain a reposé sur les guides d'entretien. Cinq guides ont été développés pour les différentes populations cibles, à savoir des responsables administratifs nationaux ; des responsables administratifs régionaux et des élus locaux ; des partenaires techniques et financiers ; des responsables des services déconcentrés et des animateurs/trices des ONG et associations ; et des animateurs/trices des organisations communautaires de base (OCB). L'étude a porté sur un total de 46 personnes et a été effectuée dans trois lieux rapprochés, pour des raisons de temps : Niamey, la capitale et Maradi et Tahoua, situées à proximité de la capitale et qui présentent des situations contrastées.



Résultats de la recherche

Les données documentaires ont permis d'examiner la place du genre et de la lutte contre la pauvreté dans les documents politiques à savoir le Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DRSP) et le Programme décennal de développement de l'éducation (PDDE). L'équipe a constaté que, dans une large mesure, les actions ne spécifiaient pas les groupes cibles, même si dans certains cas il était indiqué de mettre l'accent sur les filles et les femmes. Il y avait un décalage entre les propositions de stratégies définies et les objectifs.

L'enquête de terrain a permis de se rendre compte que d'énormes lacunes prévalaient quant à la mise en œuvre du genre dans les plans et programmes d'alphabétisation. Des diverses interviews qui ont été effectuées, il ressort que les acteurs/trices clés des services déconcentrés n'ont pas été impliqué(e)s dans la conception de la politique d'alphabétisation.

Un autre constat alarmant concerne la compréhension de l'approche genre par les acteurs/trices de terrain. En effet, le personnel des services nationaux et régionaux n'est pas bien informé sur la question du genre. Beaucoup « continuent à penser que le genre veut dire femmes ». D'autres, tels que les responsables communautaires, ne savent même pas ce que signifie l'approche genre. Il n'est donc pas surprenant que la dimension genre ne figure pas dans les programmes et matériels didactiques. Par ailleurs, les offres d'alphabétisation sont quasi standardisées et s'adressent à tous les publics indépendamment de leurs besoins de compétences ou du temps que les uns et les autres peuvent consacrer à l'apprentissage. L'équipe conclut qu'il y a un besoin urgent de renforcer les capacités en genre du personnel chargé de la planification et de la mise en œuvre des politiques et programmes.

Leçons apprises

À travers l'étude de la place du genre dans les politiques et programmes d'alphabétisation et de lutte contre la pauvreté, l'équipe du Niger a su mettre à profit la formation reçue dans le cadre du renforcement des capacités. Cependant, il aurait été opportun de consacrer un chapitre à la présentation de la politique d'alphabétisation nationale afin de permettre une meilleure compréhension de la situation qui prévaut dans le pays.

Sénégal : comment améliorer les programmes d'alphabétisation dans une perspective de genre pour la lutte contre la pauvreté ?

Description de la recherche

Le Sénégal se caractérise par un taux de pauvreté très élevé qui touche notamment les femmes. Les actions multiples déployées au niveau national se traduisent par le développement d'une politique éducative incluant l'AENF, ce qui a permis d'augmenter de 10 % la proportion d'alphabètes au cours des 20 dernières années. Il n'en demeure pas moins que l'analphabétisme y sévit toujours avec persistance. Par conséquent, l'équipe a proposé de dégager à travers cette recherche des stratégies d'amélioration des programmes d'alphabétisation qui prennent en compte le genre et la lutte contre la pauvreté. Pour ce faire, le contenu des programmes d'alphabétisation et leurs effets sur la

vie des bénéficiaires ont été examinés. La méthode de recherche s'est appuyée d'une part sur l'analyse documentaire avec comme outil de mesure la grille d'analyse. L'autre volet de la méthode a porté sur la collecte d'informations de terrain avec comme technique de mesure les guides d'entretien. La recherche a ciblé des bénéficiaires directs, des opérateurs et des collectivités locales des communautés rurales de Fatick et semi urbaines de Thiès et de Dakar, la capitale. L'échantillon a été représenté comme suit : 30 groupements pour l'interview des bénéficiaires, 10 opérateurs par localité, le conseil régional et rural, la mairie de la commune de Thiès et de la ville de Dakar, un conseil régional, 2 mairies et 7 conseils ruraux de Fatick.

Résultats de la recherche

La recherche documentaire a permis de recueillir des informations très pertinentes sur la compréhension du genre. Dans les documents examinés (rapports d'évaluation, manuels de procédure des programmes d'alphabétisation), le genre est abordé soit sous l'angle des caractéristiques se rapportant aux sexes et à l'âge, soit sous celui de la corrélation entre les performances et les sexes des apprenants/tes, ou encore en fonction du principe de l'accès privilégié des femmes (75 % des effectifs doivent être constitués de femmes). Par contre, au niveau des enseignements-apprentissages, dans les supports didactiques et autres activités spécifiques aux programmes, la dimension du genre n'est pas correc-

tement prise en compte dans les évaluations des documents politiques. Partant de ces constats, l'équipe a conclu que la dimension genre n'est pas correctement prise en compte dans les programmes d'alphabétisation.

La collecte des informations de terrain a permis de constater qu'une discrimination positive est faite en faveur des femmes en terme d'accès avec parfois des programmes uniquement réservés aux femmes. Les conséquences de cette mesure entraînent parfois une « quasi absence des hommes dans les centres d'alphabétisation ». Avec la faible participation des hommes aux programmes d'alphabétisation et l'abandon de la formation par certaines femmes pour diverses raisons liées entre autres aux charges domestiques, à l'éloignement des centres, etc, les chances d'atteindre les objectifs fixés au niveau national s'amoindrissent considérablement. Par ailleurs, les contenus des programmes ne sont pas dans une large mesure sensibles au genre et se focalisent en outre sur les besoins pratiques.

L'équipe conclut en ces termes « Le manque de sensibilité au genre des principaux décideurs et acteurs/trices n'œuvre pas pour une prise en compte de cette dimension dans les contenus, les pratiques et les dispositions matérielles des programmes. En effet, entre les déclarations d'intention sur le genre, l'alphabétisation et la lutte contre la pauvreté et l'opérationnalisation des initiatives, existe un grand fossé qu'il faudrait

comblent pour réussir notre pari de bouter unilatéralement le sous-développement et les discriminations sociales ». L'équipe propose par conséquent une série d'améliorations des programmes touchant le domaine du politique et du technique (cf. le rapport du Sénégal).

Leçons apprises

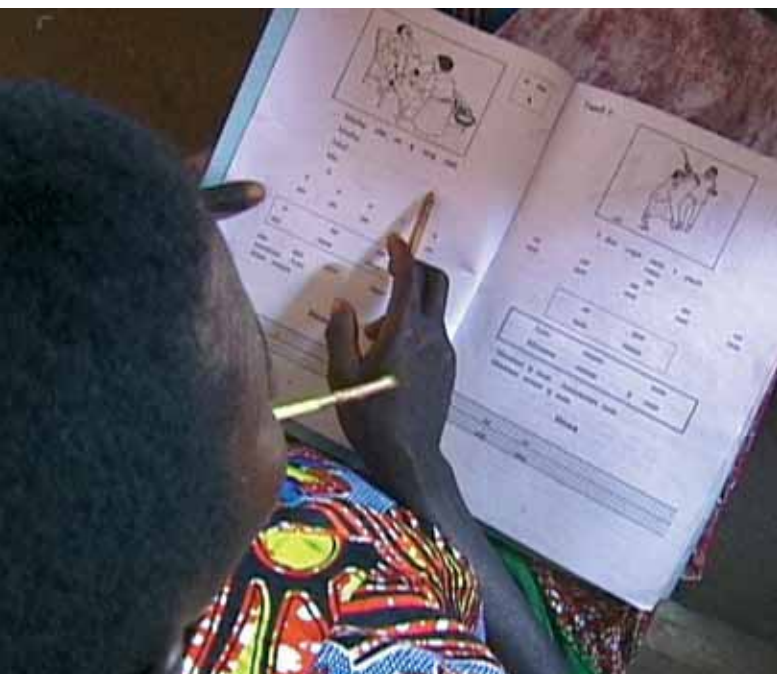
Tout au long de la recherche, l'équipe du Sénégal n'a pas perdu de vue la dimension genre. Les résultats présentés ont toutefois porté particulièrement sur les femmes, ce qui peut être imputé à la politique nationale mise en œuvre qui met l'accent sur ces dernières. Dans ce contexte, il aurait été intéressant d'analyser les transformations éventuellement observées au niveau familial, communautaire, etc.

Au plan méthodologique, certaines étapes telles que le choix des localités d'étude ou la taille de l'échantillonnage proposé, etc. auraient pu être mieux étayées.

Conclusion

L'analyse du degré d'appropriation de la formation a permis de se rendre compte que le contenu de la formation a été dans une large mesure bien assimilé par les participants/tes. Cependant, des insuffisances au niveau méthodologique ont été fréquemment observées.

En outre, l'analyse du genre a produit dans certains cas des résultats axés essentiellement sur les femmes. Les changements opérés par la mise en œuvre de programmes ciblant les femmes ont permis de répondre aux besoins immédiats sans une autonomisation réelle de ces dernières. Il serait donc important que les gouvernements révisent les programmes et les améliorent en prenant aussi en compte les besoins stratégiques des femmes. L'approche genre nécessite par ailleurs l'implication des hommes dans les questions relatives aux besoins pratiques et stratégiques des femmes. L'adoption d'une telle démarche (implication égale des femmes et des hommes dans toutes les problématiques du développement) permettra un développement réel des pays.





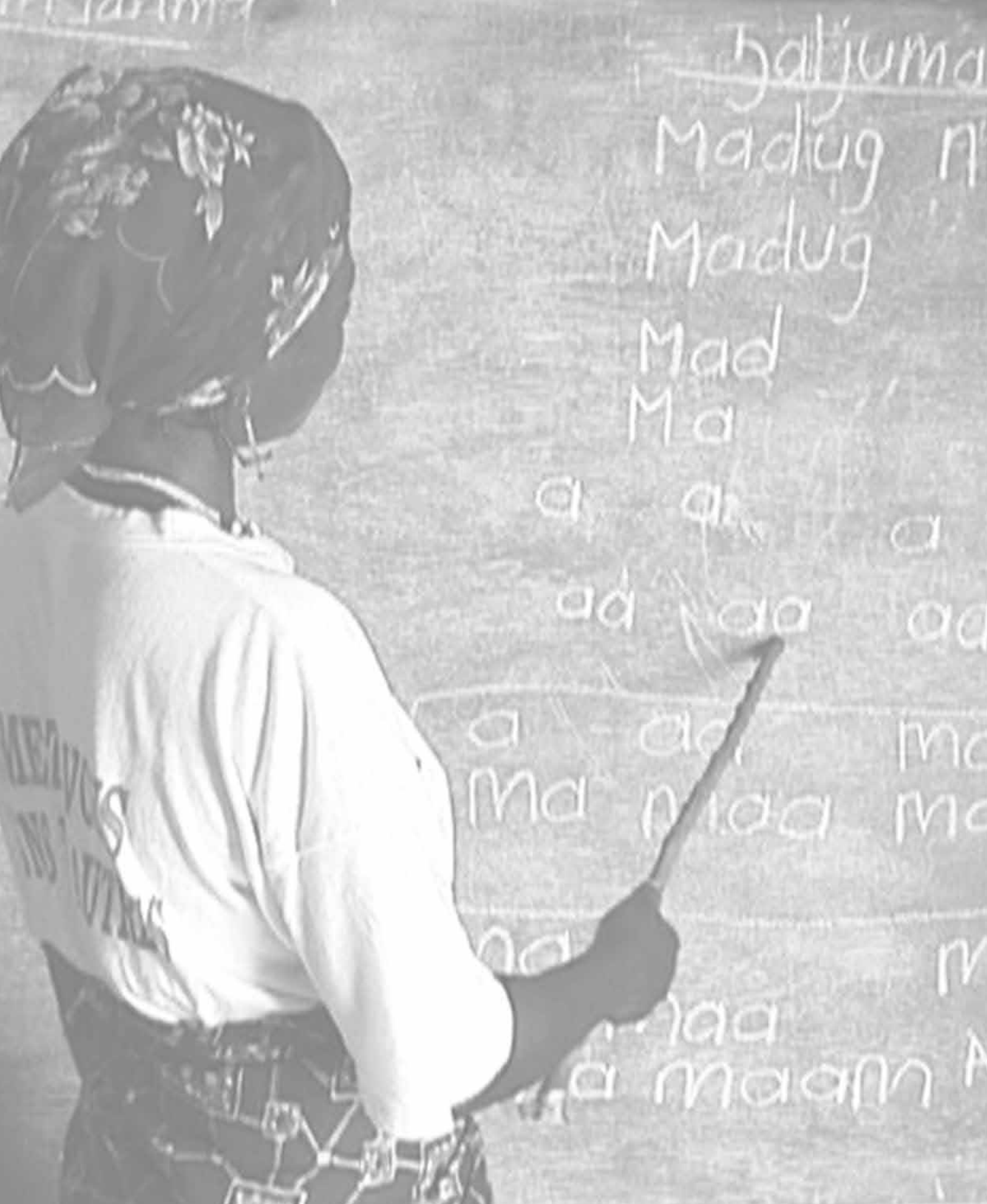
Synthèse des recommandations des participants/tes à la formation

Recommandations issues de l'atelier de formation :

- renforcer régulièrement les capacités des acteurs/trices clés travaillant dans le domaine de l'alphabétisation dans une perspective genre ;
- impliquer les différentes parties prenantes, à savoir le gouvernement et les OSC dans un objectif aussi bien de renforcement des capacités que dans une vision progressive de partenariat ;
- distribuer le rapport à tous/toutes les participants/tes afin qu'ils/elles puissent l'exploiter ;
- rendre accessible le rapport à un grand public via Internet et via une publication de bonne qualité ;
- disséminer le rapport lors de rencontres sur l'éducation ;
- stimuler et activer la mise en réseau.

Recommandations issues de la recherche-action :

- réviser les plans et programmes pour une intégration de l'approche genre ;
- encourager l'approche participative entre les différents/tes acteurs/trices en les incluant dans toutes les actions pertinentes, de la conception à la mise en œuvre des programmes d'alphabétisation ;
- développer un cadre d'action pour le suivi de cette formation sur le renforcement des capacités en alphabétisation et genre afin de créer une masse critique et une pérennisation.



Haljuma

Madug n

Madug

Mad

Ma

a

a

a

ad

aa

aa

a

ad

ma

ma

ma

ma

na

aa

m

a maan A

Partie 3

Conclusion générale et suivi

Les recommandations retenues lors de la Biennale de l'ADEA 2003 sur la parité des genres en alphabétisation ont conduit le GTENF de l'ADEA et l'UIL à initier une formation pour le développement des capacités de recherche dans les pays africains les plus touchés par l'analphabétisme. La formation a vu la participation des acteurs/trices clés de l'éducation à savoir les membres du gouvernement, de la société civile et des réseaux des chercheurs du Burkina Faso, de la Guinée, du Mali, du Niger et du Sénégal. Les constats qui résultent de cette formation et que le présent document a largement contribué à mettre en évidence, sont les suivants :

1. Politiques/Programmes d'alphabétisation et genre : bien que l'égalité entre les sexes soit considérée comme un enjeu majeur dans les politiques et les programmes d'alphabétisation, cette approche est réduite :

- au développement de stratégies et de projets ciblant les femmes ;
- aux actions mettant l'accent sur les besoins pratiques ;
- à un inventaire quantitatif de la participation des femmes.

Pour amener des changements réels et respecter les engagements internationaux qui ont été contractés, il est urgent de revisiter les politiques et programmes d'alphabétisation dans l'objectif de développer une approche genre. Il est également impératif de veiller à une mise en œuvre de ces politiques et programmes en mettant l'accent sur la complémentarité et l'égalité des femmes et des hommes dans tous les domaines du développement.

2) Renforcement des capacités en genre et alphabétisation et création d'une masse critique d'acteurs/trices : sans compétences adéquates, l'appropriation des politiques et programmes nationaux restera vaine. La nécessité d'agir est d'autant plus grande que :

- les acteurs/trices clés de l'alphabétisation (niveau central et déconcentré) ont des compétences insuffisantes en genre ou n'en possèdent pas du tout ;
- la notion de « genre » est parfois synonyme de femmes.



Dans ce contexte, ce document servira d'outil de travail pour la capitalisation des compétences en genre et alphabétisation. Les équipes des pays pourront se charger de former en aval une masse critique d'acteurs/trices. Il serait aussi indiqué que les institutions de recherche s'investissent davantage dans la recherche en matière de genre et d'alphabétisation et présentent des bonnes pratiques pouvant mieux orienter les Etats.

3) Partenariat dans le cadre de la recherche-action : la stratégie retenue dans le cadre de la formation sur le renforcement des capacités en alphabétisation dans une perspective de genre a consisté à développer une dynamique d'apprentissage. Cette démarche a été d'autant plus importante que ces entités sont amenées à travailler ensemble. Cette approche participative a été riche d'enseignements et il serait donc indiqué qu'une telle collaboration entre l'État,

les OSC et le réseau des chercheurs se développe davantage pour produire des résultats tangibles dans le domaine de l'AENF.

4) Le renforcement des capacités de recherche des acteurs/trices en alphabétisation et genre devrait aboutir à l'élaboration d'un cadre d'orientation en alphabétisation dans une perspective genre (cf. objectifs de l'atelier).

L'élaboration de ce cadre constituera la prochaine étape et sera enrichie d'autres expériences des régions anglophone, arabophone et lusophone d'Afrique.

Annexe 1

Termes de référence de l'atelier de formation

Titre : Intégration de la perspective de l'égalité du genre dans les politiques, plans et pratiques en matière d'alphabétisation : renforcement de la capacité dans certains pays de l'Afrique de l'Ouest

A. Contexte

En décembre 2003, la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation (DNUA), l'Institut de l'UNESCO pour l'éducation (IUE)* et le Groupe de travail sur l'éducation non formelle (GTENF) de l'association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) ont organisé une table ronde sur la question du genre et de l'alphabétisation intitulée « de la parité du genre à l'égalité du genre : défis de la décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation ». Tenue à Maurice dans le cadre de la Biennale de l'ADEA en 2003, la table ronde a constitué une des activités phares du lancement de la DNUA pour la région Afrique. L'une des problématiques centrales des discussions a été de prendre en compte la perspective du genre dans les politiques, plans et projets de développement. Bien que les différentes perspectives du genre aient été introduites dans la région, il n'y

a pas de systématisation dans la prise en compte de la perspective du genre dans ces politiques, plans et pratiques d'alphabétisation.

C'est dans ce contexte qu'une proposition sur le développement des capacités de recherche en matière de genre et alphabétisation a été introduite. Cette proposition repose sur deux approches. La première est de constituer et de renforcer les capacités de recherche existantes en matière de prise en compte du genre et de l'alphabétisation. La seconde approche consiste à entreprendre une étude systématique sur la façon d'intégrer le genre dans les politiques, plans, programmes ou projets.

Comme la DNUA est l'un des jalons de l'Éducation pour tous (EPT), on attend d'une telle initiative qu'elle contribue à atteindre les objectifs de l'EPT concernant l'alphabétisation des adultes, la parité du genre et la qualité de l'éducation. À travers le renforcement de la capacité et la conduite de la recherche, ce projet devrait permettre d'intégrer et de renforcer les compétences existantes des pays participants ayant souscrit aux objectifs fixés par l'EPT. En outre, cette

* devenu en juillet 2006 l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie (UIL)

initiative, en assurant une perspective du genre, espère contribuer à une bonne mise en œuvre des plans nationaux de l'EPT concernant les pays participants.

Le GTENF de l'ADEA et l'IUE en collaboration avec les bureaux de l'UNESCO de Bamako et de Dakar, le Groupe de travail national (GT) de l'Éducation non formelle (ENF) et le Réseau ouest et centre-africain de recherche en éducation (ROCARE) ont donc appuyé cette activité de renforcement de capacité en espérant que ce processus contribuera à la prise en compte de la perspective du genre par les différents acteurs/trices dans leurs efforts de participer au travail pour l'alphabétisation.

B. Objectifs

1. Renforcer les capacités des participants/tes en reliant le genre, l'alphabétisation et les autres variables socio-économiques.
2. Intégrer une perspective du genre dans l'étude des politiques, plans et pratiques en matière d'alphabétisation.
3. Développer un cadre d'orientation pour le renforcement de la prise en compte de la perspective du genre dans les politiques, plans et pratiques en matière d'alphabétisation.

C. Méthodologie

1. Pays concernés : Burkina-Faso, Guinée, Mali, Niger, Sénégal

Sélection des participants/tes : 5 à 6 participants par pays en provenance des structures étatiques, des ONG et du réseau de recherche. Les participants/tes des délégations gouvernementales devront être à des postes de décision dans le domaine de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle (ENF), plus précisément dans le champ de la recherche et de la planification ou dans la recherche du genre et alphabétisation.

Les participants/tes des ONG devront avoir au moins 5 ans d'expérience en matière d'alphabétisation, c'est-à-dire soit dans l'intégration de la perspective du genre soit dans la conduite de recherches sur l'alphabétisation. Les participants/tes du réseau de chercheurs devront avoir au moins 5 ans d'expérience, de préférence dans le domaine du genre ou de l'alphabétisation. Les participants/tes des délégations gouvernementales devront occuper des postes à responsabilité dans le domaine de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle (ENF), plus précisément dans le champ de la recherche et de la planification ou dans la recherche du genre et alphabétisation.

2. Calendrier de travail

- a. Première phase : juillet-septembre 2005 : préparation
- b. Deuxième phase : 12-15 septembre 2005 à Bamako au Mali : renforcement de la capacité – atelier
- c. Troisième phase : septembre 2005-février 2006 : collecte des données, analyse et rédaction
- d. Quatrième phase : pré-rapport et synthèse
- e. Rapport final – avril 2006

3. Activités

a. Phase de la préparation

Les objectifs de cette phase sont les suivants :

- identifier des participants/tes appropriés ;
- préparer un programme pertinent en fonction du niveau d'expérience des participants/tes ;
- identifier les personnes ressources et matériels didactiques qui devraient être utilisés pour l'atelier ;
- envoyer des invitations et le thème de référence de l'atelier aux structures étatiques, aux bureaux de l'UNESCO, ONG, réseaux de recherche et à l'ADEA ;
- sélectionner les pays participants (5-6 participants/tes par pays – structure étatique, ONG et chercheur) ;
- envoyer le bilan des besoins en formation afin d'identifier les participants/tes ;

- demander à chaque participant/te d'apporter un document spécifique relatif à son expérience ;
- identifier les personnes ressources et matériels didactiques (par exemple genre et sexe) et les publications pouvant être utilisées (UIL : la version française des recherches primées sur l'alphabétisation – Canieso-Doronila, Bernardo, Robinson-Pant, Kalman, les manuels du genre de la SDC, les indicateurs du CIDA, Secrétariat du Commonwealth).

b. Atelier de renforcement des capacités

L'objectif principal de cette activité est de renforcer la capacité des participants/tes en mettant en relation la problématique genre et alphabétisation dans une proposition de recherche. Il est attendu qu'à travers une série d'inputs et de groupes de discussion pendant ces 4 jours d'atelier, les participants/tes élaborent un projet de recherche opérationnel par pays dans le domaine de l'alphabétisation en prenant en compte la perspective du genre.

c. Conduite de la recherche

En vue de poursuivre l'objectif du renforcement de la capacité, le principal but de cette phase est d'intégrer la perspective du genre dans un projet de recherche opérationnel. Au mois de septembre, après 4 jours d'atelier de renforcement de la capacité, les équipes des pays devraient respectivement mettre en oeuvre leur projet de recherche élaboré

au Mali. Un mécanisme de suivi sera mis en place pour permettre aux participants/tes d'avoir un espace de discussion.

d. Synthèse et dissémination

L'objectif principal de cette phase est de rassembler les principaux résultats des projets de recherche des pays et de résumer et analyser les principales leçons à en tirer pour les pays participants mais aussi pour la région. Une petite rencontre est prévue au cours de laquelle les résultats seront communiqués sous forme de cadre de présentation pour le renforcement des politiques, plans, programmes, et projets. Ce cadre d'orientation servira de recommandation en terme de bonnes pratiques pertinentes, pas seulement pour les pays participants mais aussi pour les autres pays de la région. Les principaux résultats de recherche seront présentés autour d'une table ronde de discussion dans le cadre de la Biennale de l'ADEA qui se tiendra en février ou mars 2006.

e. Rapport final

Pour garantir la dissémination des résultats obtenus dans le cadre de cette initiative, un rapport concis contenant les grandes lignes et les éléments de synthèse sera publié. Les rapports des pays seront aussi accessibles sur les sites web des partenaires et imprimés en nombre limité.

Annexe 2

Programme de l'atelier – 12-15 septembre, Bamako, Mali

1. le premier jour – Clarification des concepts sur le genre et l'alphabétisation

Matin – Résultats attendus

A la fin de la matinée, les participants/tes devront :

- i) comprendre la différence entre genre et sexe ;
- ii) comprendre les différentes approches de développement sur les femmes et le genre ;
- iii) comprendre les différentes questions centrales en rapport avec la prise en compte du genre et l'approche du développement.

Activités

Groupes de travail : qu'entendez-vous par genre ? Quels sont les domaines concernant la problématique du genre dans votre travail ?

Présentation du groupe de travail

Apport des personnes ressources :

- i) qu'est-ce que le genre ? Quelle différence avec le sexe ?
- ii) qu'est-ce que le WID, WAD et le GAD ?
- iii) quelles sont les différentes approches du genre – leurs accès ?

- iv) quelles sont les questions sur la parité, l'équité, l'égalité, la différence, la justice ?

Discussion plénière

Après-midi – Résultats attendus

À la fin de l'après-midi, les participants/tes devront :

- i) avoir une compréhension commune de l'environnement politique concernant les programmes et plans de l'alphabétisation ;
- ii) comprendre les différentes perspectives sur l'alphabétisation et comment ils/elles devraient être formé(e)s sur les pratiques de l'alphabétisation ;
- iii) être en mesure d'appliquer la perspective du genre dans les politiques, plans et programmes de l'alphabétisation.

Activités

Groupes de travail :

par pays : quel est l'environnement pour l'alphabétisation ? Quelle est la structure institutionnelle au niveau du gouvernement qui s'occupe de la mise en œuvre des programmes et de la planification de l'alphabétisation ? Comment l'alpha-

bétisation est-elle financée ? Quels sont les types d'activités d'alphabétisation qui sont produits dans votre pays ? Quelles sont les approches utilisées ?

Présentation du groupe de travail
Apport : perspectives sur l'alphabétisation – Base, fonctionnalité, critique, nouvelles études en matière d'alphabétisation.

Discussion : questions principales sur l'alphabétisation, quels sont les enjeux du genre ? Perspectives du genre dans l'alphabétisation.

2. Deuxième jour – Perspectives de recherche et méthodologies

Matin – Résultats attendus

À la fin de la matinée, les participants/tes devront :

- i) avoir une compréhension commune des différentes perspectives présentées dans la recherche ;
- ii) apprendre les différentes approches et méthodologies en tenant compte de la recherche sur l'alphabétisation.

Activités

Groupes de travail :
pourquoi faites-vous de la recherche ?
Quelles sont les recherches en matière d'alphabétisation que vous avez réalisées ?

Présentation de la discussion
Apport : présentation du cadre conceptuel de recherche : positiviste, constructif, critique, participatif, féministe.

Méthodologie : les différents niveaux de recherche : macro, meso et micro, quantitative et qualitative, différentes méthodes.

Après-midi – Résultats attendus

À la fin de l'après-midi, les participants/tes devront :

- i) être capables d'élaborer une matrice des questions de recherche avec une perspective du genre dans leur secteur respectif ;
- ii) être capables de développer et valider les instruments avec une perspective du genre dans la recherche de l'alphabétisation.

Activités

Groupes de travail :
identifier les questions de recherche centrales relatives à l'alphabétisation dans le pays.
Les groupes seront divisés selon les secteurs : un groupe avec les structures étatiques, un autre avec les chercheurs et un autre avec les ONG.

Apport sur le développement des indicateurs et conceptions des instruments :

Groupes de travail sur le développement des indicateurs et autres instruments

Exemples :
guide sur l'alphabétisation ;
guide sur l'observation du processus d'enseignement ;
guide sur l'observation des matériels didactiques ;
guide sur le bilan institutionnel et organisationnel ;

guide sur le genre relatif aux environnements alphabétiques ;
bilan de la communauté de participation ;
bilan de l’alphabétisation, des activités post alphabétiques ;
éléments sur le budget du genre ;
lignes directrices pour l’observation des bonnes pratiques.

Groupe de travail sur la validation du guide :
visionner une vidéo sur les centres d’alphabétisation et voir si une telle liste est pertinente ;
vérifier les matériels didactiques et voir si une telle liste est pertinente ;
existe-t-il déjà des manuels de formation ?
Le rôle joué par le formateur.

3. Troisième jour – Conceptualisation des propositions de recherche de pays

Résultat attendu

A la fin de la journée, chaque équipe de pays devrait avoir développé une ligne directrice d’une proposition de recherche.

Activités

Groupes de travail de pays :
quelles sont les questions de recherches prioritaires dans votre pays/organisation autour de l’alphabétisation ? Quelles en sont les dimensions du genre ? Comment comptez-vous étudier ces questions ?

Présentation des discussions du pays
Apport : donner la priorité et produire des projets de recherche objectifs, pourquoi cette comparaison ?

Groupe de travail :
comment allez-vous procéder pour étudier les principales questions de recherche ? Méthodologie (collecte de données, sources de données, comment collecter les données ?), durée et couverture géographique et population cible.

Feedback

Certaines questions à prendre en compte :
comparaison : prendre en compte certaines questions communes de telle sorte que nous puissions observer des différences ;
chaque pays avec des questions de recherche spécifiques ;
c’est une étude exploratoire, qui pourrait servir de base à d’autres études ;
comment garantir la flexibilité ?

4. Quatrième jour – Les propositions opérationnelles du pays

Résultat attendu

À la fin de la journée, chaque pays devrait avoir un modèle de recherche opérationnel.

Activités

Proposition pour la bonne mise en œuvre des groupes de travail du pays, programme, responsabilités, ressources, budget ;
présentation plénière ;
discussion sur le suivi régional.

Annexe 3

Liste des équipes des pays
(ces données datent de l'atelier de formation en 2005)

Noms	Position	Organisation & adresse
Burkina Faso		
Mme Koumba Boly	Coordinatrice de Programme d'Alphabétisation et Formation	Bureau de la Coopération Suisse BP 578, Ouagadougou 01
M. Pierre Kouraogo	Directeur	DG- CRIEF BP 1179, Ouagadougou 01
M. Abou Napon	Chercheur & Professeur	APENF, Université Ouagadougou BP 7021, Ouagadougou 01
M. Benoit Ouoba	Secrétaire exécutif	Association TINTUA BP 167, Fada
Mme Traore/Palé Celestine		Institut des Sciences des Sociétés (INSS), Centre National de Recherche Scientifique et Technique (CNRST), 06 B.P. 10202 Ouagadougou 06
Guinée		
Mme Aminata Barry	Professeur chargée d'études	Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Education Civique (MEPU-EC) Service Statistique & Planification (SSP) BP 2201, Conakry
M. Abdoul Karim Camara	Directeur adjoint	Ministère de l'Enseignement, Pré-Universitaire et de l'Education Civique (MEPU-EC) Service National d'Alphabétisation (SNA) BP 2201, Conakry

Noms	Position	Organisation & adresse
Guinée		
M. Djibril Fofana	Chef de Division Recherche et Innovations	Ministère de l'Enseignement, Pré-Universitaire et de l'Education Civique (MEPU-EC), Institut National de Recherche et d'Action Pédagogique (INRAP) BP 823, Conakry
Mme Martine Keita	Assistante Section Equité Mobilisation sociale	Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Education Civique (MEPU-EC) /Service National d'Alphabétisation (SNA) BP 2201, Conakry
M. Mouctar Oulare	Coordinateur	ONG ANAH BP 2493, Conakry
Mali		
M. Mahamadou Cheick Diarra	Chargé des Programmes Coordinateur sous-régional de Reflect pour les pays francophones	ONG Jeunesse et Développement
M. Fousséni Dembélé	Directeur	ONG GRAADECOCOM BP 481, Sikasso
Mme Maria Diarra Keita		Institut pour l'Education populaire (IEP), BP 49, Kati
M. Mamadou Keita	Chef de Division	CED, Ministère de l'Education Nationale, BP 71, Bamako
Mme Fatoumata Cissé Théra	Directrice	ONG GRIDAC
Mme Ouandé Soumaré	Chef de Division	CED, Ministère de l'Education Nationale, BP 71, Bamako
Mme Djénéba Traoré	Maître de conférence Chercheur ROCARE	FLASH-UB, ROCARE-MALI
Mme Samassekou Kankou Traoré	Chercheur Institut des Sciences Humaines Présidente FAWÉ/Mali	BP E. 214, Bamako

Noms	Position	Organisation & adresse
------	----------	------------------------

Niger

Mme Mariama Amadou		INDRAP, BP 10 154, Niamey
M. Ousseïni Boukari	Formateur	ONG Volontaire pour l'Intégration Education(VIE) BP 349, Niamey
M. Madougou Ibrahim Farmo	Directeur	Centre de formation des cadres de l'Alphabétisation
Mme Rakiatou Mailélé	Directrice Régionale Adjointe Education de Base et Alphabé- tisation	Ministère de l'Education de Base et de l'Alpha-bétisation BP 41, Niamey
M. Laouali Malam Moussa	Coordonnateur	ROCARE BP 527, Niamey
M. Abdou Mijinguini	Directeur du Programme d'Alphabétisation et de Formation des Adultes	Ministère de l'Education de Base et de l'Alpha-bétisation, BP 2838, Niamey

Sénégal

Mme Andrée-Marie Diagne	ROCARE FASTEF/ENS	BP 5036-ENS Dakar Fann
M. Mor Diakahté	Agent de liaison	Réseau International Solidaire des Opérateurs et Acteurs en Alphabéti- sation (RISOA)
M. Lamine Kane	Coordinateur	PAALAE
Mme Oumou Lam	Responsable programme femmes	ANAFA Pâte d'Oie Builders
Mme Rokhaya Niang	Chef de Division	Unité recherche DALN Villa 8C, Cité SOCABEG
M. Mamadou Mara	Chef de Division	Direction de l'Alphabétisation et l'Education de Base Cité El Amal, Villa no. 27 Pâte d'Oie

Références bibliographiques

AMADOU, Mariama ; BOUKARI, Ousseïni ; FARMO, Ibrahim ; MALAM MOUSSA, Laouali. 2006. Place du genre dans les politiques et programmes d’alphabétisation et de lutte contre la pauvreté. Rapport d’étude (non publié).

ANCEFA, Pamoja Afrique de l’Ouest, Plateforme Africaine pour l’Éducation des Adultes, Oxfam International, ActionAid. Avril 2009. Des livres fermés aux portes ouvertes – Le défi d’alphabétisation en Afrique de l’Ouest. Rapport d’information.

BÂ, Rokhaya Niang ; DIAKHATE, Mor ; DIAGNE, Andrée-Marie ; LAM, Oumou ; MARA, Mamadou. 2006. Comment améliorer les programmes d’alphabétisation dans une perspective de genre pour la lutte contre la pauvreté ? Rapport d’étude (non publié).

BARRY, Aminata ; CAMARA, Abdoul Karim ; DIALLO, Abdoul Karim ; DIALLO, Alpha Oumar ; FOFANA, Djibril ; KEITA, Martina ; OULARE, Mouctar. 2006. Problématique de l’alphabétisation dans une perspective de l’équité en genre et de la réduction de la pauvreté en Guinée. Rapport de recherche (non publié).

BOLY/BARRY, Koumba ; KIELWASSER OUOBA, Benoît Marie Clémence ; KOURAOGO, Pierre ; NAPON, Abou ; TRAORE, Célestine. 2006. Rapport sur la pertinence sociale de deux programmes d’alphabétisation dans une perspective genre au Burkina Faso. Rapport d’étude (non publié).

CHEGE, Rose. n.d. Programme / guide de formation des formateurs sur le genre. Réseau de développement et de communication des femmes africaines (FEMNET). Nairobi. Kenya

CISSE THERA, Fatoumata ; KEITA, Mamadou ; KEITA N’DIAYE, Assétou ; SOUMARE, Ouandé ; TRAORE, Djénéba ; TRAORE SAMASSEKOU, Kankou. 2006. La prise en compte du genre et de la lutte contre la pauvreté dans les programmes d’alphabétisation au Mali. Rapport d’étude (non publié).

Institut interdisciplinaire d'éthique et des droits de l'homme et Association pour la promotion de l'éducation non formelle au Burkina Faso. 2005. La mesure du droit à l'éducation – Tableau de bord de l'éducation pour tous au Burkina Faso. Paris, Karthala.

MADORE, Julie ; MARTINEZ, Ivana ; SHUSTER, Gloria. 1999. Entre leurs histoires et nos réalités : manuel à l'intention de séminaires et ateliers de formation CEDAW. People's Decade for Human Rights Education (PDHRE). USA.

MOSER, Carolyn. 1989. "Gender planning and Development: Theory, Practice and Training" in : *Third World Approaches to Women in Development*. - London & New York, Ed. Routledge.

Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). 2007. Rapport mondial sur le développement humain 2007/2008 - La lutte contre le changement climatique : un impératif de solidarité humaine dans un monde divisé. Paris, La Découverte, p. 257.

Réseau de développement et de communication et de communication des femmes africaines (FEMNET). Formation des formateurs. Nairobi, Kenya.

UNESCO. 2005. Rapport mondial de suivi sur l'EPT « Education pour tous - L'alphabétisation, un enjeu vital ». Paris, UNESCO.

UNESCO. 2010. Rapport mondial de suivi sur l'EPT « Education pour tous – Atteindre les marginalisés ». Paris, UNESCO.